

Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale
n° 17 - juin 2008

Cette brochure est l'édition en langue française
d'une partie des articles de la revue
Marxismo Vivo - n° 17 (2008) publiée en
espagnol (voir www.marxismovivo.org)..

Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale
www.litci.org

Présentation

Le 3 septembre, il y a 70 ans, a été fondée la IV^{ème} Internationale, qui a établi dans son programme le diagnostic et la tâche de toute une étape : « *Les conditions préalables objectives pour la révolution prolétarienne ont non seulement mûri, elles ont commencé à pourrir un peu. Sans une révolution socialiste, et cela dans la période historique immédiate, toute la civilisation humaine est menacée par une catastrophe. Tout dépend maintenant du prolétariat, c'est-à-dire principalement de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* »¹ La IV^{ème} Internationale a été fondée pour dépasser cette contradiction au moyen de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat au niveau international. Toutefois, la nouvelle Internationale n'est pas parvenue à remplir son objectif. Le puissant appareil stalinien a non seulement empêché qu'elle se transforme en cette direction mais il l'a finalement détruite comme embryon de cette dernière.

Ce résultat de l'histoire n'a pas montré la validité du stalinisme et l'échec du trotskysme. Tout le contraire. L'histoire a montré, comme le disait le programme de fondation de la IV^{ème} Internationale, que sans révolution socialiste triomphante « *toute la civilisation humaine est menacée par une catastrophe* ». Si cela était vrai en 1938, cela l'est beaucoup plus en 2008.

D'autre part, l'histoire a aussi montré que la prévision de la IV^{ème} Internationale concernant la direction stalinienne était également vraie : si cette direction continuait à la tête des Etats ouvriers, ceux-ci marcheraient inévitablement en direction de la restauration du capitalisme.

¹ L. Trotsky, *Programme de Transition*, 1938

Cette prévision de la IV^{ème} Internationale est regrettablement devenue réalité : la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers a eu lieu et, de ce fait, une des conquêtes maximales de l'histoire du mouvement ouvrier a été perdue. Mais cette fois, le stalinisme a payé cher sa trahison : les masses, avec leurs mobilisations, ont renversé la plupart des gouvernements qui ont dirigé la restauration, et de ce fait, ils ont renversé l'appareil stalinien.

Ainsi, la bataille pour construire (ou dans ce cas reconstruire) la IV^{ème} Internationale a commencé à se livrer sur un nouvel échelon. Non pas parce que la tâche serait devenue facile, ou parce qu'elle ne devrait pas faire face à des ennemis puissants, mais parce qu'elle ne doit plus faire face maintenant au plus puissant de ces ennemis : l'appareil stalinien, qui puisait sa force et son autorité des anciens Etats ouvriers, c'est-à-dire de l'usurpation qu'il faisait des conquêtes de la révolution.

Aujourd'hui, dans cette étape ouverte à partir de la chute du Mur de Berlin, une série remarquable de symptômes sont détectables qui indiquent l'existence d'un processus, naissant mais important, de réorganisation révolutionnaire, un processus qu'il faut orienter en direction de la reconstruction de la IV^{ème} Internationale. Voilà le défi que l'histoire nous pose.

Dans cette nouvelle édition de *Marxisme Vivant*, consacrée essentiellement à la IV^{ème} Internationale, à la récupération de son histoire, ses critères de construction, son programme et les propositions pour sa reconstruction actuellement, nous ne nous limitons pas à un simple hommage pour le 70^{ème} anniversaire de sa fondation. Avec cette édition, nous manifestons notre engagement avec la tâche entamée par Léon Trotsky dans les années 30. C'est notre engagement militant à nous qui considérons que, sans une direction révolutionnaire au niveau mondial, le socialisme et le communisme ne sont qu'une belle utopie.

Kosovo :

Indépendance ou colonisation ?

Ligue Communiste des Travailleurs

section belge de la

Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Le 17 février 2008, le Kosovo a déclaré unilatéralement « *son indépendance* ». Nous soutenons le « droit à l'autodétermination » de ce peuple, opprimé de longue date par la Serbie, comme celui du peuple basque, du peuple tchéto-slovaque, et de beaucoup d'autres peuples opprimés.

Ceci dit, « *dans l'époque impérialiste, il est particulièrement important pour le prolétariat et l'Internationale Communiste d'établir les faits économiques concrets et, dans la solution de toutes les questions coloniales et nationales, de ne pas procéder à partir de postulats abstraits mais de réalités concrètes.* »¹

Un peu d'histoire

Le résultat de la *guerre des Balkans* de 1912-13 fut non seulement le démembrement de l'Empire ottoman, mais aussi le morcellement en petits pays, au gré des Grandes Puissances de l'époque, de la péninsule entre la mer Adriatique et la mer Noire. A la fin de la Première guerre mondiale, un Royaume de Yougoslavie était parvenu à limiter l'extension de ce qui dorénavant s'appelle la *balkanisation* et à réunir la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro, la Macédoine, et la majeure partie des actuelles républiques de Slovénie et Croatie.

Lors de l'invasion nazie en 1941, le morcellement revient, avec la formation de deux régimes indépendants, l'un autour de la Croatie, l'autre autour de la Serbie, le Kosovo étant annexé à l'Albanie, occupée alors par l'Italie. Une résistance de guérilla, dirigée par Tito et le parti communiste, se développe d'abord en Croatie et s'étend sur tout l'ancien royaume vers 1943. Une guérilla royaliste serbe dirigée par Draza Mihajlovic, les Tchetsniks, fera initialement cause commune

avec les communistes contre les nazis, mais leur fera la guerre par la suite sous l'idéologie de la Grande Serbie. Les Tchetsniks finissent par collaborer avec l'occupant et lorsque la défaite de l'Allemagne et de l'Italie s'annonce, ils reçoivent le soutien des Anglais et des Américains pour combattre les communistes. Toutefois, lors de la conférence de Yalta (février 1945), les Alliés changent le fusil d'épaule et décident de soutenir Tito.

Tito parvient à une certaine réunification, en créant la *Fédération démocratique de Yougoslavie* en novembre 1945, qui deviendra la *République fédérale populaire de Yougoslavie* en 1946 et la *République fédérale socialiste de Yougoslavie* en 1963, comprenant six républiques : Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie, et Macédoine. Cette République fédérale, d'emblée « communiste » mais n'ayant jamais été occupée par l'Armée Rouge, restera à mi-chemin dans la répartition des zones d'influence à Potsdam (juillet-août 1945). Tito rompt avec Staline en 1948 et reste hors du pacte de Varsovie créé en 1955.

Après la mort de Tito (1980), un autre dirigeant du parti communiste, Slobodan Milosevic, gagne de plus en plus d'influence. En 1981 déjà, de grandes manifestations d'étudiants albanais sont réprimées dans le sang. Pour le 600^{ème} anniversaire de la bataille du Kosovo, le 28 juin 1989, Milosevic prononce un discours nationaliste devant un

Les Balkans pour les peuples balkaniques !

« La lutte pour l'autodétermination économique et nationale-culturelle des peuples balkaniques est menée sous des conditions imposées artificiellement qui n'ont pas été créées par les peuples balkaniques eux-mêmes, [...] Sur cet échiquier, les rois et les ministres ne sont pas les vrais joueurs mais plutôt les pièces ; les vrais joueurs regardent le tableau d'en haut. [...] La diplomatie européenne a recoupée les Balkans en morceaux de façon à assurer que les parties isolées, créées artificiellement, puissent se neutraliser et se paralyser l'une l'autre par des conflits mutuels ».

L. Trotsky, 1912

million de Serbes sur le lieu de la bataille, où il déclare la guerre aux minorités : « *la Serbie est à la veille de nouvelles batailles* »². Il faut savoir que le 26 février de cette année, les mineurs du Kosovo étaient entrés en grève, contre l'exploitation par la minorité serbe qui contrôlait les points clé de l'administration et de l'industrie, et que les étudiants étaient descendus dans la rue pour protester contre la tutelle de Belgrade.

Depuis quelque temps déjà, le gouvernement fédéral et Milosevic (ex-directeur de la Banque de Belgrade), appliquaient à la lettre les plans de restructuration du FMI. La restauration capitaliste était un fait. « *Milosevic est un défenseur hardi des nouveaux projets économiques et des changements à la Constitution qui, s'ils sont adoptés, vont satisfaire les désirs du FMI, vont mettre en place l'économie de marché et ouvriront des opportunités au secteur privé et aux investissements étrangers.* »³

Lors de la chute du Mur de Berlin, Milosevic est déjà président de la Serbie et avance ses idées d'une « Grande Serbie », prônant un nationalisme ethnique. Le nouvel ambassadeur américain à Belgrade, Warren Zimmerman, déclare que Washington soutient « *l'unité, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Yougoslavie* ». ⁴ Milosevic met au pas le Kosovo, qui perd son statut de province autonome le 23 mars 1990. Il licencie à l'université 430 professeurs d'origine albanaise et 6000 enseignant dans le secondaire qui refusent d'appliquer la politique de serbisation culturelle. En décembre 1992, il est réélu Président de la Serbie, cette fois au suffrage universel direct. ⁵

Le nouveau démembrement

La chute du Mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne ouvriront le chemin aux Grandes Puissances pour balkaniser de nouveau la Yougoslavie. Ils sont aidés par une révolte des différents peuples contre la domination serbe, domination encore accentuée sous Milosevic.

Le 30 mai 1990, Franjo Tudjman gagne les premières élections « libres » en Croatie et est nommé président de cette république de la Fédération. La région frontalière avec Serbie avait un statut spécial avec une certaine autonomie, mais Trudman l'annule en décembre 1990 et les nationalistes serbes, dirigés par Milan Babic, constituent

alors la Région autonome serbe de Krajina, qui finalement fait sécession le 1^o d'avril 1991, avec un quart du territoire.

En juin 1991, la Slovénie et la Croatie déclarent leur indépendance. Les nationalistes serbes de Babic y résistent, armes en main. L'Armée fédérale yougoslave, majoritairement composée de Serbes et de Monténégrins et dirigée par le Slovène Konrad Klosek, chargée de garantir l'unité yougoslave, intervient contre les deux Républiques sécessionnistes. Mais celles-ci ont le soutien des Grandes Puissances, en particulier de l'Allemagne réunifiée, et l'armée doit se retirer après une dizaine de jours de guerre. L'Allemagne et l'Autriche reconnaissent les Républiques le 23 décembre de la même année et les autres pays européens suivent le 15 janvier 1992.⁶ La Macédoine se déclare indépendante en septembre 1991. Peu après, elle accueille la Force de Prévention de l'ONU et en novembre 1994, elle conclut un accord de coopération militaire avec les Etats-Unis, qui y installent un contingent de 900 membres (dont 350 sont nord-américains). Le 29 février 1992, la Bosnie-Herzégovine déclare son indépendance, fait reconnu par la Croatie et par la Communauté économique européenne en avril 1992. En mai 1992, le Conseil de Sécurité de l'ONU déclare un embargo à ce qui reste de la République fédérale de Yougoslavie : la Serbie, y compris le Kosovo, et le Monténégro. Le 22 mai 1992, la Bosnie, la Croatie et la Slovénie sont admises dans l'organisation des Nations unies, en avril 1993, la Macédoine aussi.

La Serbie n'acceptera pas de bon gré cet état des choses, qui la prive, entre autres, d'importantes recettes douanières pour le gouvernement fédéral. De sanglantes guerres vont avoir lieu en Bosnie et en Croatie pendant plusieurs années. La confrontation armée était déjà latente en Croatie mais un cessez-le-feu intervient en janvier 1992, avec interposition de casques bleus belges. Entre 1992 et 1995, la guerre se déplace en Bosnie-Herzégovine. Les puissances de l'OTAN, en premier lieu les États-Unis, interviennent de plus en plus dans le conflit, qui se termine le 14 décembre 1995, cinq mois après le massacre de Srebrenica, avec les Accords de Dayton (Etats-Unis), signés par les présidents de Croatie, Franjo Tudjman, de Bosnie-Herzégovine, Alija Izetbegovic, et de Serbie, Slobodan Milosevic. Il y avait alors 20.000 soldats américains en Bosnie.

La guerre de la Serbie

Le peuple du Kosovo s'est aussi positionné en faveur de l'indépendance lors du référendum de septembre 1991. Mais Belgrade ne reconnaît pas cette élection et intensifie la répression. Milosevic interdit l'enseignement en langue albanaise dans les écoles publiques. A partir de 1996, une Armée de Libération du Kosovo (ALK - UÇK), revendiquant l'indépendance, commence à s'organiser. En 1997, elle contrôle déjà une grande partie du territoire.

En mars 1998, Milosevic commet un nouveau massacre, un nettoyage ethnique qui rappelle celui de Karadzic, l'allié de Milosevic en Bosnie, quelques années auparavant. Dans plusieurs villages de la province de Drenica, l'intervention combinée des troupes policières, militaires et paramilitaires utilise l'armement lourd, avec des blindés et des hélicoptères, pour tuer des albanais et détruire leurs maisons. Pendant que les troupes détruisent des villages entières, comme celui de Donji Prekaz, des paramilitaires armés de couteaux se chargent de tuer ceux qu'on soupçonne d'appuyer la guérilla, ainsi que leurs familles. Ces attaques ont duré quatre jours, avec un résultat ahurissant : des maisons brûlées, des milliers de personnes expulsées de leurs logements et plusieurs dizaines de morts. A cette occasion, « *la Ligue In-*

En 1997, en Albanie, l'opposition au gouvernement bonapartiste de Berisha, qui réalisait les falsifications électorales et soutenait les « pyramides » de la spéculation financière, s'était emparé des armes de la police et s'était constitué en Comité National de Sauvetage Public. La révolution était parvenue à être le seul pouvoir armé du pays. Toutefois, les staliniens de l'ancien Parti des Travailleurs Albanais, devenu Parti Socialiste d'Albanie, sont entrés dans le gouvernement Berisha et ont fait appel à l'impérialisme pour envahir le pays, pour « rétablir l'ordre ». En avril, une armée de 6.000 soldats de huit pays européens, dirigés par l'Italie, a envahi l'Albanie, sans même se donner la peine de lui déclarer la guerre. Le Comité accepte finalement de désarmer le peuple et de participer à des élections pour le 29 juin. Mais les armes ne retournent pas aux casernes...

ternationale des Travailleurs se met du côté de la lutte de la majorité de la population du Kosovo, contre la dictature de Milosevic. L'auto-défense armée des travailleurs et du peuple du Kosovo face à l'agression serbe devient d'une importance fondamentale. »⁷

La guerre de l'OTAN

Après ce massacre, le gouvernement des Etats-Unis - suivi par l'Union européenne - change son fusil d'épaule. Jusqu'à cette date, il avait soutenu la politique de la Grande Serbie de Milosevic, mais ce dictateur risquait maintenant de prendre une attitude trop indépendante, et surtout, une révolution menée par un peuple en armes risquait de « déstabiliser » toute la région, une révolution que l'ancien allié ne parvenait plus à contrôler. Après avoir rendu visite au Pape, Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat américaine, déclare: « *Nous n'allons pas rester à regarder comment les autorités serbes font au Kosovo ce qu'ils ne peuvent plus faire en Bosnie* ». En Bosnie, ils avaient laissé faire Milosevic, mais ils « soutiennent » maintenant le peuple kosovar. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, dit qu'il serait prudent de maintenir la force de sécurité de l'ONU en Macédoine. Les troupes de l'ONU, 12.000 hommes cantonnées en Macédoine, veillent au grain. Un "Groupe des six" (les Etats-Unis, la Russie, l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Allemagne) veut imposer un « Plan de paix » dont la première exigence est le désarmement de la guérilla (qui contrôlait déjà 60% du territoire du Kosovo). Le 24 mars 1999, l'Otan commence les bombardements sur la Serbie et le Kosovo. Quand la Chine refuse de prolonger le mandat de l'ONU pour les forces stationnées en Macédoine, ceux-ci changent leur badge et passent avec armes et bagages à la KFOR, l'armée de l'OTAN dans la région. C'est l'occasion de mettre en pratique la nouvelle « doctrine » de l'OTAN, définie à l'occasion de son 50^{ème} anniversaire, célébré en ce moment. L'ONU n'étant pas toujours disponible, l'OTAN se donne le « droit » d'intervenir militairement, quand il y a des « *crises régionales dans certains pays, dans ou autour de la région euro-atlantique, qui souffrent de difficultés économiques, sociales ou politiques graves, qui sont en proie à des disputes territoriales ou d'insuffisance ou d'échec d'efforts réformistes, des violations des droits de l'Homme et de la dissolutions des états qui peuvent mener à des instabilités...* ». A cette

occasion aussi, la Bundeswehr allemande participe de la guerre avec 2000 soldats, une première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Une grande partie de la population mondiale, émue par les images de milliers de kosovars fuyant les troupes serbes, voit avec sympathie l'action des puissances impérialistes. Et surtout, la direction de la guérilla fait confiance sans retenue au « soutien » yankee. Pour la Ligue Internationale des Travailleurs toutefois, *« dans cette guerre de l'impérialisme contre la Yougoslavie, nous ne sommes pas neutres. Dans cette guerre, personne ne peut rester neutre. Nous sommes, sans aucun doute, et en dépit de Milosevic, du côté du pays agressé et pour la défaite des impérialistes de l'OTAN. »* D'autre part, *« en cherchant la collaboration des troupes impérialistes, la direction de l'UÇK se fait complice d'une attaque qui n'est pas seulement contre Milosevic mais contre les peuples du monde, et elle capitule à l'impérialisme et, de ce fait, abandonne, dans l'essentiel, la cause pour laquelle le peuple kosovar l'a mise à la tête de sa lutte. »*⁸

La trahison de Rambouillet

Après 78 jours de bombardement, sur la Serbie comme sur le Kosovo, la Serbie doit finalement se rendre. Les industries chimiques et d'appareils ménagers ont été détruites. L'usine d'automobiles Zastava a été bombardée 4 fois, afin de rendre impossible sa reconstruction. 200 écoles ont été détruites, ainsi que presque tous les ponts sur le Danube.

Le Groupe des six organise une conférence à Rambouillet, près de Paris. Le chef de l'UÇK, Adem Demaçi, est alors remplacé par Hashim Traci. Demaçi était un militant de longue date pour l'autodétermination du Kosovo. Il avait passé 28 ans de sa vie en prison, et avait affirmé publiquement que les Albanais « ne peuvent accepter un statut colonial » à l'intérieur de la Serbie. Traci, un des fondateurs de l'UÇK, avait passé les années de la guerre contre la Serbie en Suisse.

Le 23 février 1999, la direction de l'UÇK signe les Accords de Rambouillet qui non seulement décident le désarmement de la guérilla mais donnent aux forces d'occupation de l'OTAN tous les droits propres à un colonisateur. C'est une double capitulation : à l'impérialisme et à Milosevic.

La vraie raison de la guerre au Kosovo deviendra vite évidente.

La Serbie, maintenant sous tutelle de l'OTAN, continuera à gouverner le Kosovo. Le 10 juin 1999, la résolution n° 1244 du Conseil de Sécurité, « *considérant que la situation dans la région continue de constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales* », réaffirme « *la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie* ».

Il s'agit aussi de ne laisser aucune marge à la guérilla. Le Résolution prévoit « *le retrait vérifiable et échelonné du Kosovo de toutes les forces militaires, paramilitaires et de police suivant un calendrier serré, sur la base duquel il sera procédé au déploiement synchronisé de la présence internationale de sécurité au Kosovo* ». La Résolution décide explicitement de « *démilitariser l'Armée de libération du Kosovo (UÇK) et les autres groupes armés d'Albanais du Kosovo* ». La présence internationale devra maintenant « *exercer les fonctions d'administration civile de base* » et elle ne sera pas soumise à l'embargo sur les armes, décrété par la résolution 1160 de 1998. Cette occupation n'est pas limitée dans le temps. Elle se poursuivra « *tant que le Conseil n'en aura pas décidé autrement* ».

Le 11 juin 1999, un armistice est signé entre l'Otan et la Serbie (toujours y compris le Kosovo), qui prévoit explicitement que la nouvelle force d'occupation, la Kfor, « *disposera de l'autorité de prendre toutes les mesures nécessaires* ». Le jour suivant, les troupes de l'OTAN, sous le commandement du général Jackson, réalisent un « *déploiement rapide et synchronisé de plus de 40.000 soldats* » au Kosovo, afin de ne laisser aucune chance à l'Armée de libération du Kosovo d'occuper le terrain. « *La priorité immédiate consistait à veiller à ce qu'aucun vide sécuritaire ne puisse se développer entre les forces en retraite et celles qui arrivaient, un vide qui aurait pu être comblé par l'UÇK* ».⁹

Le 21 septembre 1999, l'ONU crée le *Kosovo Protection Corps* (KPC) pour démilitariser l'UÇK,¹⁰ sous la direction d'un ancien chef militaire de l'UÇK, Agim Ceku. « *L'impérialisme avait gagné la direction de l'UÇK.* »¹¹

En 1999 aussi, les Etats-Unis installent au Kosovo le Camp Bondsteel, la plus grande base militaire américaine en Europe, où ne règne que la loi américaine.

La colonisation

Les principaux protagonistes pour mener à bien la colonisation se mettent rapidement d'accord. Sur la photo ci-dessous,¹² qui date d'octobre 1999, on reconnaît, de gauche à droite, Hashim Tachi (alors le nouveau chef de l'UÇK, devenu Premier ministre du gouvernement régional du Kosovo le 9 janvier 2008), Bernard Kouchner (alors administrateur de l'ONU au Kosovo, devenu ministre des Affaires étrangères français), Mike Jackson (alors commandant des forces d'occupation de l'OTAN, devenu consultant d'une firme de mercenaires), Agim Ceku (alors chef du KPC, devenu Premier ministre du gouvernement régional du Kosovo en mars 2006) et le général Wesley Clarck (alors commandeur suprême de l'OTAN, devenu conseiller militaire d'Hillary Clinton).

Peu après, en mars 2000, Albin Kurti, un dirigeant du *Mouvement pour l'autodétermination* (Lëvizja Vetëvendosje!), est condamné par les autorités serbes à quinze ans de prison pour sa participation aux manifestations des étudiants de Pristina.



Patiemment, l'administration coloniale se met en place. En 1999, les troupes belges étaient « *en permanence dans la région frontalière avec la Serbie, pour dissuader les Serbes de revenir au Kosovo. Nous devions contrer une menace externe. Six ans plus tard, nous ne sommes plus tournés vers les frontières mais devons par contre éviter des émeutes internes.* » Ces troupes y sont particulièrement appréciées « *parce que nous sommes bien formés à la maîtrise des foules (Crowd and Riot Control, CRC)* »¹³ Les effectifs militaires peuvent se réduire. Vers 2003, une restructuration était décidée dans le cadre de l'OTAN. La présence belge dans les Balkans, qui avait commencé dix ans plus tôt avec 1000 hommes, peut se réduire à 400.¹⁴ En novembre 2005, une équipe de l'Envoyé Spécial des Nations Unies pour le Kosovo (UNOSEK) commence des négociations avec Belgrade et Pristina sur un « futur statut » du Kosovo, sous la direction de Martti Ahtisaari.

Le 10 avril 2006, le Conseil européen décide de mettre sur pied une équipe de planification pour la tâche, le European Union Planning Team (EUPT), avec siège à Pristina, dont le but avoué est de reprendre graduellement les compétences de la Mission de la ONU au Kosovo.¹⁵ « *L'objectif à court terme est de confier la conduite des opérations à l'Union européenne.* »¹⁶ En décembre 2006, l'EUPT est déjà en place à Pristina.

Le 10 février 2007, après une manifestation contre le plan Ahtisaari dans laquelle la police de l'ONU avait tué deux manifestants, Albin Kurti est arrêté de nou-

veau, cette fois par les traîtres du gouvernement kosovar. Selon Agim Ceku (alors Premier ministre du Kosovo), Kurti et les dirigeants du Mouvement pour l'autodétermination seraient des « porteurs d'idées anarco-révolutionnaires ».

Son procès commence le 19 septembre 2007 de-



vant des juges « internationaux » nommés par l'autorité de l'ONU, qui refusent de lui donner la parole.¹⁷

L'« indépendance »

Le mot apparaît pour la première fois dans un rapport de Martti Ahtisaari au Conseil de Sécurité, du 26 mars 2007. « *Le Kosovo ne saurait rester dans son actuel état d'indétermination* ». Il s'agit, bien entendu, d'une indépendance « *limitée, sous la supervision de la communauté internationale* ». ¹⁸ Lors du Sommet européen du 14 décembre 2007, les 27 pays membres sont tous d'accord sur cette conclusion et décident d'assumer un rôle de premier plan au Kosovo. Le 24 janvier 2008, Hashim Tachi, Premier ministre du gouvernement régional du Kosovo, annonce la couleur : l'indépendance du Kosovo serait déclarée « dans quatre ou cinq semaines ». Le lendemain, on apprend que l'Allemagne et les Etats-Unis s'étaient mis d'accord pour reconnaître cette indépendance, mais qu'il conviendrait toutefois d'attendre le second tour des élections présidentielles en Serbie. ¹⁹

Au fur et à mesure que la « déclaration unilatérale de l'indépendance » s'approche, l'Union européenne a hâte de mettre en place les outils nécessaires pour la colonisation. Un instrument clef est EuLex, une mission « civile » composée de 2.200 personnes, des policiers, des juristes et des douaniers, assignés aux services et ministères respectifs. C'est la mission la plus importante jamais mise sur pied à l'étranger par l'Union européenne. La décision pour son déploiement devait avoir lieu avant la déclaration d'indépendance pour ne pas passer pour une reconnaissance de fait du nouvel Etat. Cette décision a effectivement été prise le 16 février, un jour avant la « déclaration d'indépendance », mais son chef, Yves de Kermabon, avait déjà été désigné le 7 février. Le déploiement lui-même a une autre date : 120 jours après la décision, par hasard juste le temps qui restait encore à la mission de l'ONU, la MINUL, qui devait transférer ses pouvoirs au gouvernement kosovar dans quatre mois. La EuLex, définie comme « civile », sera déployée dans le cadre de la « European Security and Defense Policy » (ESDP). Et de toute façon, il y aura quand même une présence de 17 000 soldats de l'OTAN. ²⁰ Le but de EuLex est, toujours selon la décision du 16 février, de garantir que la justice, la police et les douanes soient « *exemptes de toute interférence politique et se plient aux*

normes internationalement reconnues et aux usages européennes ». EuLex retiendra « *certaines responsabilités exécutives* ». Les diplomates européens estiment que le Kosovo restera « sous surveillance internationale » pour une période de 5 à 10 ans.²¹ Parallèlement à EuLex, il y a aussi une Représentation Spéciale de l'Union Européenne (EUSR), sous la direction de Pieter Feith, pour « accompagner le processus politique » et veiller sur le grain.

Finalement, le dimanche 17 février 2008, l'indépendance est proclamée « unilatéralement » en concordance avec le plan de Martti Ahtisaari.

Le nouveau pays est reconnu immédiatement par les Etats-Unis, qui gardent la pleine souveraineté sur leur Camp Bondsteel. Quelques pays européens (Chypre, Grèce, Slovaquie, Roumanie, Bulgarie, Espagne) sont réticents à reconnaître l'indépendance. L'Espagne craint un précédent pour le pays basque et la Grèce n'a toujours pas digéré qu'une partie de la Macédoine ne se trouve plus dans ses frontières. Chypre craint un précédent pour la formalisation de la division de l'île. Ils rappellent la résolution 1244 de l'ONU qui garantit l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie, c'est-à-dire aujourd'hui la Serbie. Mais les ministres des affaires étrangères des 27 pays de la Communauté européenne, réunis le 18 février à Bruxelles, essayent de maintenir un semblant d'unanimité et considèrent qu'il s'agit d'un cas particulier : « *Vu le conflit des années 90' et la période prolongée d'administration internationale en vertu de la résolution 1244 du Conseil de sécurité, le Kosovo constitue un cas sui generis qui ne remet pas en question les principes de la Charte des Nations unies et de l'Acte final d'Helsinki* » (concernant l'inviolabilité des frontières).²² Javier Solana se rend au Kosovo immédiatement après la proclamation d'indépendance. La Belgique reconnaît le pays le lundi 25 février.²³

En réalité, si les 27 ne sont pas tous d'accord sur « l'indépendance » autoproclamée du Kosovo, ils sont bien d'accord sur la colonisation du pays, sur la mission EuLex²⁴ et autres Représentations Spéciales, qui ne devrait pas être entravée par quelques divergences diplomatiques. Le détail des compétences d'EuLex reste secret, mais dans la presse filtre quand-même que « *les policiers seront censés conseiller et surveiller la police kosovare, voire s'y substituer si elle ne parvenait pas*

à maintenir l'ordre. Les juges européens siégeront aux côtés de leurs homologues mais pourront aussi dire le droit à leur place en cas d'insuffisance – par exemple dans des affaires de corruption. »²⁵

Le peuple kosovar et ses trois drapeaux

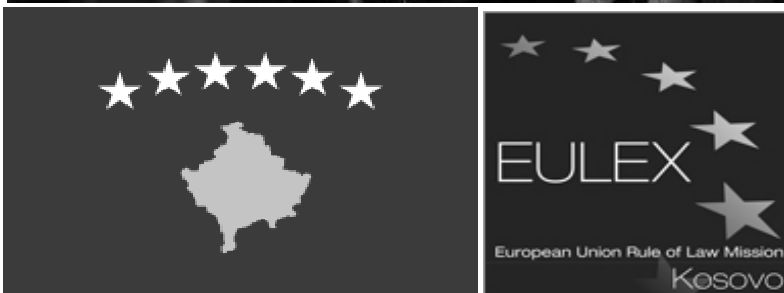
Cette « indépendance » n'a rien à voir avec le droit à l'autodétermination des peuples.

La lutte pour retrouver l'unité et l'autodétermination d'un peuple morcelé depuis un siècle par les Grandes Puissances successives est considérée comme un crime. Il est explicitement prévu dans la nou-



velle « constitution » que le Kosovo ne pourra pas fusionner avec l'Albanie.²⁶ Kurti et son *Mouvement pour l'autodétermination* sont traînés devant les tribunaux du colonisateur. Même le « drapeau » du nouvel Etat est imposé par le colonisateur qui a explicitement exclu que l'aigle bicéphale du drapeau albanais puisse y figurer.²⁷

Lors de la célébration de l'indépendance dans les villes du Kosovo, deux drapeaux étaient arborés par la foule, le drapeau yankee, celui de l'illusion selon laquelle les troupes de l'OTAN avaient libéré le peuple de l'oppression serbe, une illusion cultivée depuis des années par la trahison des dirigeants de la lutte



de libération nationale, et le drapeau albanais avec l'aigle bicéphale, celui d'un peuple qui cherche son unité et son indépendance.

Un troisième drapeau était absent dans les rues : celui du « nouveau pays », imposé par les colonisateurs, avec les mêmes couleurs que celui de l'Union européenne et les étoiles de l'EuLex, et qui flotte maintenant à côté du *stars and stripes* sur la base américaine la plus grande de l'Europe, et à côté du drapeau aux douze étoiles sur le quartier générale de l'administration coloniale de l'EuLex.

La lutte continue

Le 1^{er} juillet 1999, des représentants des syndicats de la Serbie et du Kosovo se sont rencontrés au Congrès de la Confédération Européenne des Syndicats. Ces travailleurs y ont remarqué : « *Le drame de la Yougoslavie vient du fait qu'on nous ait enlevé la condition de travailleurs, pour être marqués par la division ethnique et religieuse.* »

Les mineurs de Trepca ont conscience de ce que signifie l'occupation du pays. En 2000 déjà ils affirmaient : « *la KFOR française occupe nos mines et les usines dans lesquelles nous fabriquons le métal et ils refusent de nous laisser entrer. Ces dernières années, nous, les mineurs, avons perdu presque tout ce que nous avons gagné par notre travail* »²⁸

Albin Kurti disait, en novembre 2007 déjà, que « *le Kosovo a besoin d'institutions souveraines et démocratiques* ». ²⁹ Lors de la déclaration d'indépendance il précise : « *Ils parlent de date d'indépendance mais pas de la substance : la souveraineté. Nous n'aurons pas de ministre de la Défense, ni de vraie armée, pas de ministre des Affaires étrangères, ni de siège à l'ONU [à cause du refus de la Russie], et l'intégrité territoriale n'est pas garantie. La mission de l'UE ne sera pas redevable devant le peuple du Kosovo et ses lois. Il y aura 2.200 policiers et juristes européens au-dessus des lois. Pourquoi n'envoient-ils pas 2.200 experts économiques, docteurs et enseignants ? Aux dernières élections, seul 37 % de la population a voté. Les politiciens sont les hommes les plus riches du pays.* »³⁰

Entre-temps, à Pristina, les murs sont déjà tagués d'inscriptions barbant le mot EuLex.³¹ La résistance contre la colonisation est en marche.

Une fois de plus, il est démontré qu'il n'y a pas de solution dans le capitalisme pour les problèmes de nationalité. Comme disait Trotsky, il y a presque un siècle, la seule issue réelle pour les peuples des Balkans est la Fédération des Républiques socialistes des Balkans, dans lesquelles les droits des minorités sont garantis. Nous avons confiance que les peuples y arriveront, avec leurs luttes de vraie libération nationale.

L'OTAN hors des Balkans - Retrait des troupes belges !

Non à l'EuLex !

**Pour le droit à l'autodétermination
des peuples des Balkans,**

avec les frontières qu'ils veulent se donner !

Vive la lutte du peuple kosovar contre la colonisation !



¹ Lénine - Rapport de la Commission sur les questions Nationale et Coloniale. 1920

² Le Spectacle du Monde, avril 1998, p.42

³ The New York Times, 8/08/88

⁴ Le Spectacle du Monde, avril 1998, p.47

⁵ Pour plus de détails sur ce rappel historique, voire l'article sur la Macédoine dans *Presse Internationale* n° 19 d'avril 2001.

⁶ Une « Commission Badinter », mise en place par la Communauté économique européenne le 27 août 1991, déclare la Yougoslavie « en dissolution », « en désintégration », ou encore « en démembrement », sur la base d'un « principe juridique » du fait accompli (uti possidetis).

⁷ Déclaration du 17-03-98.

⁸ Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs, mai 1999

⁹ Jackson - www.nato.int/docu/revue/1999/9903-05.htm

¹⁰ Ordonnance 1999/8 du 21 septembre 1999 de la UNMIK (United Nations Interim Administration Mission in Kosovo)

¹¹ Correo Internacional n° 77 - septembre 1999. Ce numéro de la publication de la LIT-QI fait état de la discussion sur le thème lors du Congrès Extraordinaire de la LIT-QI en 1999. Il est disponible en espagnol et en anglais sur le site www.lct-cwb.be.

¹² www.voltairenet.org/article155095.html

¹³ Vox, 13.12.2005 (le magazine du ministère de la Défense de la Belgique, www.mil.be)

¹⁴ Intervention du ministre de la Défense André Flahaut aux journées diplomatiques - 04.09.2003

¹⁵ www.eupt-kosovo.eu

¹⁶ Vox, 17/10/2006

¹⁷ <http://balkans.courriers.info/article9217.html>

¹⁸ www.un.org

¹⁹ International Herald Tribune, qui cite « des sources diplomatiques »

²⁰ Le Soir 15.02.2008

²¹ <http://fr.news.yahoo.com/euronews/20080216>

²² Le Soir 18.02.2008

²³ Par arrêté royal. Un tel acte est une prérogative de l'exécutif, selon l'Article 167, § 1 alinéa 1 de la Constitution.

²⁴ Pour l'Espagne, la Grèce et autres récalcitrants, il suffisait tout simplement de ne rien dire. Une « procédure de silence » établissait « l'unanimité » si aucun pays ne se manifestait jusqu'au 15 février.

²⁵ Le Soir 15.02.2008

²⁶ Le Soir 18.02.2008

²⁷ Un « concours » avait été ouvert pour présenter des projets de drapeau, où était explicitement exclu le motif de l'aigle bicéphale du drapeau albanais.

²⁸ Correo Internacional n° 78 - mars 2000

²⁹ <http://balkans.courriers.info/article9217.html>

³⁰ Le Soir 18.02.2008

³¹ Le Soir 21.02.2008

Les critères de Trotsky pour construire la IV^{ème} Internationale

Martín Hernández

Membre du Comité Exécutif International de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Au niveau international, il existe plusieurs organisations qui défendent la reconstruction de la IV^{ème} Internationale. Ces organisations se rapprochent parfois d'autres groupes, trotskystes ou qui sont proches du programme de la IV^{ème} Internationale, ou fusionnent même avec eux. Toutefois, dans la majorité des cas, ces expériences se terminent par un cuisant échec. Parfois, c'est le résultat de l'apparition de différences profondes. Mais, d'autres fois, cela est dû à l'utilisation de procédures inadaptées pour faire face aux rapprochements et aux unifications.

Vu la dispersion du mouvement trotskyste et la friabilité de ses organisations, il est difficile de penser à la reconstruction de la IV^{ème} Internationale à partir du développement d'une seule organisation. En ce sens, les fusions entre organisations trotskystes, et de celles-ci avec d'autres qui se rapprochent de leur programme, deviennent inévitables.

Quand une organisation révolutionnaire fait face à ce type de tâches (rapprochements et unifications), il est fréquent qu'apparaissent des doutes de tout type. Avec quelles organisations est-il correct d'entamer un processus de rapprochement tendant à la fusion ? Une fois ces organisations identifiées, faut-il privilégier l'activité en commun ou le débat programmatique ? Quel programme faut-il présenter pour entamer la discussion, un programme minimal ou le programme de la révolution ? Quel poids les discussions de bilan ont-elles ?

Retourner à Trotsky

Concernant Trotsky et la IV^{ème} Internationale, il y a eu beaucoup de discussions sur la question de savoir si il a été correct ou non de construire une nouvelle Internationale en 1938. On a aussi beaucoup parlé

de la méthode que Trotsky a utilisé pour élaborer le programme de la IV^{ème} Internationale (le Programme de Transition). Toutefois, au niveau des courants trotskystes, il y a eu peu d'études, moins encore de discussions, concernant les critères et les méthodes utilisées par Trotsky pour se mettre en rapport avec d'autres organisations dans le but de construire la IV^{ème} Internationale.

Pendant presque toute la décennie de 1930, Trotsky a développé un travail intense de rapprochement avec plusieurs groupes et partis. Ce travail est plein d'enseignements riches qui doivent être étudiés par ceux qui prétendent faire quelques pas déterminés en direction de la reconstruction de la IV^{ème} Internationale.

Contre l'autoproclamation

A partir des trahisons réelles ou supposées de certains secteurs du mouvement trotskyste, il a été assez fréquent, après la mort de Trotsky, que plusieurs courants du trotskysme, parfois de taille minuscule et avec des dirigeants de faible représentativité, se soient autoproclamés comme la « IV^{ème} Internationale » reconstruite. Ce type de comportement a fait beaucoup de mal au mouvement trotskyste et, spécialement, à sa bataille pour reconstruire la IV^{ème} Internationale.

L'attitude d'autoproclamation de ces courants n'a pratiquement rien à voir avec les idées et la pratique que Trotsky a utilisées pour construire la IV^{ème} Internationale. Quand Trotsky a été déporté de l'URSS, en 1927, tant le Parti Communiste que la III^{ème} Internationale souffraient d'un processus rapide de bureaucratisation et de dégénérescence. Dans ce cadre, Trotsky, avec ses camarades de l'Opposition de Gauche (formée à partir de 1923), étaient les représentants authentiques du meilleur de la tradition bolchevique. Trotsky, en particulier, incarnait cette représentativité pour avoir été, avec Lénine, le grand dirigeant de la Révolution d'Octobre, du parti Bolchevique et de la III^{ème} Internationale.

Trotsky était la seule personne au monde qui avait l'autorité pour appeler à construire une nouvelle Internationale. Toutefois, à ce moment-là, il s'opposait à le faire, parce que, pour lui, l'organisation, dans ce cas la III^{ème} Internationale, était plus importante que sa personne et son groupe. A propos de cela, il disait : « *Ce qui est en jeu dans cette lutte est trop important : c'est le sort de la Révolution d'Octobre et du*

parti de Lénine, non seulement du parti de l'URSS, mais aussi du parti international de Lénine. [...] La lutte entre le léninisme et le stalinisme n'est pas résolue.[...]

La répression ne va pas nous dévier de notre orientation. La violence la plus sanglante et empoisonnée de Staline ne nous séparera pas du parti, ne nous mettra pas en opposition à ce parti que Staline essaye d'étrangler. »¹

Deux années plus tard, Trotsky déclarait : *« En s'appuyant sur l'expérience de la Révolution d'Octobre et de la Troisième Internationale, l'Opposition de Gauche rejette l'idée de créer des partis communistes parallèles. [...] L'Opposition de Gauche Internationale et ses sections nationales se considèrent comme des fractions de la Comintern et des partis communistes nationaux. [...] La ligne de la fraction signifie prendre le chemin de la réforme interne du parti et de l'Etat ouvrier. Malgré toutes les calomnies de la bureaucratie stalinienne et ses admirateurs, l'Opposition reste solidement sur le terrain de la réforme. »²*

Trotsky a maintenu cette position pendant dix ans parce qu'il considérait que seulement *« une catastrophe historique d'immenses proportions, comme l'écroulement de l'Etat soviétique, entraînerait dans sa chute la Troisième Internationale. De même, la victoire du fascisme en Allemagne et la défaite du prolétariat allemand permettraient difficilement au Comintern (III^{ème} Internationale) de survivre aux conséquences de sa politique désastreuse. »³*

Ce n'est qu'en 1933 qu'une *« catastrophe historique d'immenses proportions »* a amené Trotsky à changer de politique. Cette année-là, en Allemagne, la politique de Staline a permis le triomphe de Hitler et, face à ce fait, aucun parti de l'Internationale n'a fait une remise en question quelconque. Ceci a finalement démontré que la III^{ème} Internationale était morte pour la révolution, tout comme la II^{ème}.

Ce n'est qu'à partir de là que Trotsky a appelé à construire de nouveaux partis révolutionnaires et une nouvelle Internationale. Mais, même dans ces conditions, il a refusé de proclamer son courant international (l'Opposition de Gauche Internationale) comme *« la IV^{ème} Internationale »*. Au contraire, il a entamé un long travail de relation avec des organisations qui rompaient avec la social-démocratie et le

stalinisme ou s'en éloignaient, dans le but de construire la nouvelle internationale avec ces secteurs.

A ce sujet, il disait : « *Ce serait du pur aventurisme si nous "proclamions" que notre organisation actuelle est l'Internationale Communiste, ou si, sous ce nom, nous nous unissions mécaniquement à diverses autres organisations oppositionnelles. On ne peut pas "proclamer" la nouvelle Internationale : il faut encore la construire. Mais on peut et on doit dès aujourd'hui proclamer la nécessité de créer une nouvelle Internationale* ». ⁴

Cette position de Trotsky, frontalement contraire à la fondation de manière précipitée de la IV^{ème} Internationale, a été maintenue, même quand l'Opposition de Gauche Internationale s'est rapprochée d'une série d'organisations avec lesquelles elle jugeait qu'il fallait travailler pour la fonder. Ainsi, dans une conférence internationale réalisée à Paris, avec la participation de quatorze organisations communistes et socialistes de gauche, il a dit : « *Le cours vers la nouvelle Internationale nous est dicté par toute la marche du développement. Cela ne signifie pas cependant que nous proposons la proclamation immédiate d'une nouvelle Internationale. Nous aurions sans hésiter fait ici cette proposition si les organisations représentées ici possédaient dès maintenant une unanimité véritable, c'est-à-dire éprouvée par l'expérience, vis-à-vis des principes fondamentaux et des méthodes de lutte révolutionnaire. Mais ce n'est pas le cas. A l'unanimité sur les principes, et, par conséquent, à l'Internationale, on ne pourra y parvenir que par la voie du travail révolutionnaire en commun et d'une sérieuse critique réciproque.* » ⁵

Trotsky et le centrisme

Dans beaucoup d'organisations, il existe l'idée que la IV^{ème} Internationale pourra seulement être reconstruite à partir de la fusion des trotskystes. Toutefois, ce n'a pas été le critère utilisé par Trotsky pour fonder la IV^{ème} Internationale. Pour lui, comme pour Lénine quand il a appelé à construire la III^{ème} Internationale, la nouvelle organisation devrait être construite à partir de la fusion des courants révolutionnaires avec les organisations centristes qui se rapprochaient des positions révolutionnaires.

Personne n'a étudié ni combattu le centrisme autant que Trotsky. Mais d'autre part, personne n'a défendu autant que lui la nécessité d'avoir une politique pour faire avancer le centrisme en direction des positions révolutionnaires.

Trotsky parlait de la base que *« les deux courants fondamentaux de la classe ouvrière mondiale sont le social-impérialisme d'une part et le communisme révolutionnaire de l'autre. Entre ces deux pôles, il y a une série de courants et de groupements de transition qui changent constamment de tenue et se trouvent toujours en état de transformation et de déplacement : parfois ils se déplacent du réformisme au communisme, d'autres fois du communisme au réformisme [...] Quand il se déplace vers la gauche et éloigne les masses du réformisme, le centrisme accomplit une fonction progressiste. »*⁶

Ce sont précisément ces organisations, qui se déplaçaient de la droite vers la gauche (centrisme de gauche), que Trotsky commence à appeler, à partir de 1933, pour construire une nouvelle internationale avec l'Opposition de Gauche.

Cette politique de Trotsky par rapport au centrisme ne le menait nullement à diminuer le rôle du parti révolutionnaire. Au contraire : pour lui, il n'y avait que l'activité des révolutionnaires qui pouvait permettre que les courants centristes avancent en direction de la révolution, car il a toujours considéré que *« la position du marxisme se trouve bien au-dessus de toutes les variantes du centrisme et de ses erreurs »*.⁷

La politique de Trotsky par rapport au centrisme a pu se matérialiser, au début de sa bataille pour construire une nouvelle internationale, quand il y a eu la conférence internationale précitée à Paris.

L'Opposition de Gauche Internationale a pris part à cette conférence et y a distribué une déclaration, rédigée par Trotsky, qui est un exemple d'école de politique révolutionnaire. Dans ce matériel, les participants étaient caractérisés de la façon suivante :

*« Ils ont des origines politiques diverses. Les uns ont quitté, au cours des dernières années, les partis de la II^{ème} Internationale, les autres proviennent des rangs de la III^{ème} Internationale; ils sont, en somme, d'origine mixte, ou intermédiaire. Les uns sont apparus en tant que partis indépendants, les autres se sont considérés et ont agi en tant que fraction. »*⁸

La conférence était une réunion typique du centrisme de gauche, comme on peut le voir par la description précédente. A cette occasion, Trotsky, loin d'autoproclamer l'Opposition de Gauche Internationale comme « la nouvelle Internationale », fait un appel vibrant à ces organisations centristes pour construire ensemble cette Internationale :

*« Camarades! Sans guide, sans direction internationale, la classe ouvrière ne peut pas se libérer de l'oppression actuelle. La création d'une nouvelle Internationale ne dépend pas seulement du développement objectif des événements, mais aussi de nos propres efforts. [...] C'est une possibilité de cet ordre qui s'ouvre devant nous, à condition que notre politique soit juste. Essayons, de toutes nos forces unies, de ne pas manquer cette occasion. Notre responsabilité révolutionnaire est immense. Que notre travail créateur s'élève à la hauteur de cette responsabilité ! »*⁹

La question du programme

Il est important de souligner les critères que Trotsky a utilisés pour avancer dans un projet commun avec les centristes de gauche en vue de la construction d'une nouvelle Internationale.

D'une part, il soulignait la nécessité de combiner une action pratique dans la lutte de classes avec l'élaboration programmatique : *« On ne peut préparer une nouvelle Internationale sans prendre part directement aux événements en train de se dérouler. Il serait faux, bien entendu, d'opposer la discussion sur le programme à la lutte révolutionnaire. Il faut les combiner. Nous saluons la mise à l'ordre du jour de cette conférence des questions actuelles liées à la lutte contre la guerre et contre le fascisme, et, dans chacun de ces domaines également, nous sommes prêts à faire, main dans la main, un véritable pas en avant avec d'autres organisations. »*¹⁰

D'autre part, Trotsky va entamer le débat programmatique avec le centrisme, non seulement à partir des points en commun qui pourraient unir les révolutionnaires entre eux, mais à partir des points essentiels du programme des révolutionnaires. De cette manière, Trotsky essaye d'éviter un accord sur la base d'un programme intermédiaire (centriste) qui irait contre l'évolution progressiste du centrisme lui-même. Dans le manifeste, il dit : *« La politique révolutionnaire ne se conçoit pas sans théorie révolutionnaire. Il ne s'agit nullement ici de*

tout reprendre au commencement. Nous nous situons sur le terrain de Marx et de Lénine. Les premiers congrès de l'Internationale communiste nous ont laissé un héritage programmatique appréciable : la caractérisation de l'époque contemporaine comme époque de l'impérialisme, c'est-à-dire du déclin du capitalisme; la nature du réformisme contemporain et les méthodes de lutte contre celui-ci; les rapports entre démocratie et dictature prolétarienne; le rôle du parti dans la révolution prolétarienne; les rapports entre le parti et la petite-bourgeoisie, avant tout la paysannerie (la question agraire); le problème national et la lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation; le travail dans les syndicats; la politique du front unique; l'attitude vis-à-vis du parlementarisme, etc., toutes ces questions ont été, au cours du travail des quatre premiers congrès, l'objet d'analyses et d'éclairages principiels, jamais dépassés. »¹¹

Un jour avant la réalisation de la Conférence de Paris, l'Opposition de Gauche est parvenue à arriver à un accord avec trois autres organisations qui ont aussi participé à cet événement. Ils ont présenté un texte en commun, qui a aussi été rédigé par Trotsky, connu comme « *La déclaration des quatre* ». Dans ce texte, les bases pour entamer la discussion du programme pour la nouvelle Internationale sont établies en dix points. Dans ces points, défendus par les trotskystes et trois organisations centristes, il n'y a pas la moindre caractéristique de centrisme. Ils abordent des thèmes qui vont de la dictature du prolétariat à l'impossibilité du socialisme dans un seul pays, en passant par la conception bolchevique du parti.

L'actualisation programmatique

Chaque fois qu'est abordée la nécessité de reconstruire la IV^{ème} Internationale et, par conséquent, la nécessité d'élaborer un programme pour faire face à cette tâche, apparaissent invariablement ceux qui jugent que ce programme existe déjà : le Programme de Transition, élaboré par Trotsky.

Il n'y a pas de doute que la IV^{ème} Internationale reconstruite devra se baser sur le Programme de Transition qui conserve, en essence, une actualité totale. Toutefois, ce programme n'est plus actualisé, à cause du moment durant lequel il a été élaboré, 1938.

La tâche d'actualiser les programmes et les élaborations a toujours été une nécessité des révolutionnaires. Cela a été précisément la tâche que Trotsky a entamé dans les années trente et qui a eu son expression maximale dans le Programme de Transition lui-même.

Sur cette question, Trotsky affirmait : « *L'Opposition de Gauche Internationale se base sur les quatre premiers congrès de la Comintern. Cela ne signifie pas qu'elle accepte aveuglement, au pied de la lettre, ses décisions : beaucoup de résolutions sont de caractère conjoncturel et les faits postérieurs les ont réfutées. Mais tous les principes essentiels (par rapport à l'impérialisme et à l'Etat bourgeois, la démocratie et le réformisme, le problème de l'insurrection, la dictature du prolétariat, les relations avec le paysannat et les nationalités opprimées, le travail dans les syndicats, le parlementarisme, les soviets, la politique de front unique) sont encore la plus haute expression de la stratégie prolétarienne dans l'époque de la crise générale du capitalisme.[...]* »

*En accord avec l'esprit et la signification des résolutions des quatre premiers congrès, et en continuité avec ces dernières, l'Opposition de Gauche établit, développe théoriquement et met en pratique les principes suivants. »*¹²

A partir là, se développait le programme de l'Opposition de Gauche Internationale, connu comme les « *Onze points* », qui étaient précisément une mise à jour par rapport aux élaborations des quatre premiers congrès de la III^{ème} Internationale.

Comment mener les discussions avec d'autres organisations ?

Il est assez fréquent que, dans les discussions entre organisations trotskystes, et de celles-ci avec des organisations centristes de gauche, il y ait un manque de patience, une intolérance, des exigences démesurées, des manœuvres, un manque de loyauté.

Concernant cela, il faut encore une fois regarder les recommandations de Trotsky. En faisant un bilan de la Conférence de Paris, il disait :

« *L'intransigeance révolutionnaire ne consiste pas à exiger la reconnaissance a priori de notre "direction", ou à présenter en toute oc-*

casation des ultimatums et des menaces de rupture, le retrait de signatures, etc. Nous laissons ce genre de méthodes aux bureaucrates staliniens, d'une part, à quelques alliés impatients de l'autre. Nous avons pleine conscience qu'il apparaîtra encore plus d'une fois des divergences entre nous et nos alliés. Mais nous espérons - et nous sommes convaincus - que la marche des événements révélera dans les faits qu'il est impossible de participer en même temps au bloc principal des quatre et au bloc sans principes de la majorité. Sans avoir recours à des "ultimatums" inopportuns, nous conservons cependant le droit entier, non seulement d'apparaître sous notre propre drapeau, mais aussi de donner ouvertement notre opinion à nos alliés sur ce que nous considérons comme des erreurs de leur part. Nous attendons d'eux la même franchise. C'est cela seulement qui peut renforcer notre alliance. »¹³

Trotsky a aussi fait référence à un thème fort épineux : la question des bilans. L'expérience du mouvement trotskyste est remplie d'exemples de relations qui se sont frustrées à partir du moment où une organisation exige d'une autre, comme condition pour s'unifier, qu'il y ait un bilan commun sur le passé.

Comment Trotsky faisait-t-il face à cette question ? Dans une lettre dans laquelle il abordait l'unification des militants de l'Opposition de Gauche avec le SAP, en Allemagne, il disait : *« Naturellement, l'unification devra se faire sur la base d'un document programmatique. Ce document devrait, bien sûr, parler de l'avenir et non du passé, et ne tirerait du passé que les leçons nécessaires aux tâches nouvelles. »*¹⁴

Portes fermées pour les sectes

Pendant plusieurs décennies, le trotskysme a été obligé de vivre dans la marginalité. Ceci a fait qu'apparaissent, en son sein, de petites sectes qui vivent en parasitant d'autres organisations trotskystes. Quand il y a un processus de regroupement révolutionnaire, ces sectes sont les premières à essayer de s'y joindre, parce qu'elles voient la possibilité de multiplier leur activité parasitaire. Face à cette réalité, apparaît toujours la question suivante : que faire avec ce type d'organisations ?

Trotsky a donné une réponse catégorique : *« Le principe de la démocratie de parti n'a rien à voir avec le principe de portes ouvertes. »*

[...] *L'Opposition de Gauche pourra croître et se fortifier uniquement par l'épuration des éléments étranges et accidentels de ses rangs.*

La révolte révolutionnaire qui a suivi la guerre a non seulement entraîné la jeune génération du prolétariat, mais elle a aussi donné une nouvelle vie à une grande variété de groupes sectaires qui cherchaient une issue par les chemins de l'anarchisme, du syndicalisme, du propagandisme pur, etc. Beaucoup d'entre eux espéraient trouver dans l'Internationale Communiste un terrain propice pour leurs idées confuses. Des éléments petit-bourgeois bohémiens, déboussolés par les commotions de la guerre et de l'après-guerre, ont aussi choisi de s'abriter sous le drapeau du communisme.[...] D'autre part, les insatisfaits se sont éloignés immédiatement de la politique ou ont essayé de s'unir à l'Opposition.[...]

En assumant la tâche d'unifier ses rangs au niveau national et international, l'Opposition de Gauche a dû prendre comme point de départ les différents groupes existants. Dès le début, le noyau de base de l'Opposition de Gauche Internationale a compris qu'une combinaison mécanique des différents groupes qui se considéraient une partie d'elle sert seulement à commencer, et que la sélection nécessaire des éléments doit être faite sur la base du travail théorique et politique et de la critique interne. En effet, pendant les dernières quatre années, l'Opposition de Gauche ne s'est pas seulement consacrée à clarifier et approfondir la théorie dans les divers pays, mais elle a aussi entrepris d'épurer l'organisation des éléments bohémiens, étranges, sectaires et aventureux, exempts de positions principielles, d'une véritable dévotion à la cause, d'un lien avec les masses, sans aucun sens de la responsabilité et de la discipline et, pour cette raison, beaucoup plus enclins à écouter la voix de l'arrivisme.[...]

En ce qui concerne les méthodes principielles, l'Opposition de Gauche Internationale n'a jamais rompu avec un groupe ou un camarade, sans épuiser préalablement toutes les méthodes de la conviction idéologique. Précisément pour cette raison, la tâche de sélectionner des cadres est de caractère organique et permanent. Au moyen d'une étude de tous de ses cadres et de chacun d'eux, sur la base de leurs interventions précédentes, l'Opposition de Gauche doit mener à bien l'épuration des éléments étrangers à ses rangs. L'expérience a démon-

tré que, seulement de cette manière, l'organisation pourra s'étendre et éduquer ses cadres prolétariens.[...]

Dans un parti de masses, il serait possible de coexister avec les bordiguistes, toujours sous une discipline ferme dans l'action. Mais dans le cadre d'une fraction, c' est totalement inadmissible, spécialement vu l'expérience que nous avons eue en soutenant la fiction d'arriver à l'unité avec un groupe étrange qui reste idéologiquement rigide et sectairement isolé.

Les bordiguistes n'ont jamais observé une attitude loyale envers notre organisation internationale. En obligeant tous ses membres, au-delà de leurs positions personnelles, à parler et à voter en accord avec la majorité de leur fraction, dans les réunions et les conférences de l'Opposition Internationale, le groupe Prometeo a placé sa discipline nationale au-dessus de l'internationale. De cette façon, il a violé les principes non seulement du centralisme démocratique mais aussi de l'internationalisme. Ceci suffit pour démontrer que les bordiguistes n'ont jamais été une partie organique de l'Opposition de Gauche. Si, malgré cela, ils continuent à insister sur leur adhésion formelle à l'Opposition de Gauche Internationale, c'est seulement pour dissimuler le caractère de secte nationale de leur groupe. Mais la politique de dissimulation n'est pas une politique marxiste.

L'Opposition de Gauche, bien qu'elle reconnaisse l'honnêteté et l'abnégation révolutionnaire de beaucoup de bordiguistes, pense que le moment est arrivé de proclamer ouvertement ceci : le groupe Prometeo n'appartient pas à l'Opposition de Gauche Internationale. »¹⁵

Enfin, il faut souligner une phrase de Trotsky qui a beaucoup de valeur concernant la relation des révolutionnaires avec toutes les organisations, et non seulement avec les sectes :

"Un des principes les plus importants de la stratégie révolutionnaire, c'est "Surveille tes alliés aussi bien que tes adversaires." Une critique réciproque sur la base d'une égalité complète - il n'y a pas là la moindre trace de diplomatie de couloir entre dirigeants. Tout est fait, tout sera fait sous les yeux des masses, sous leur contrôle, avec pour objectif de les éduquer. Il n'existe pas d'autre voie et moyens de politique révolutionnaire. Il existe également d'autres règles de politique révolutionnaire qu'il est bon de rappeler : ne pas s'effrayer à tort et à travers et ne pas effrayer les autres sans raison ; ne pas lancer de

fausses accusations ; ne pas chercher la capitulation là où il n'y en a pas ; ne pas tirer l'organisation en arrière quand elle se prépare à avancer ; ne pas remplacer la discussion marxiste par une querelle de cliques sans principes. »¹⁶

¹ L. Trotsky, *Qui va triompher ?*, août 1930

² L. Trotsky, *Tâches et méthodes de l'Opposition de Gauche Internationale*, décembre 1932

³ Ibidem

⁴ L. Trotsky, *Il est impossible de rester dans la même internationale que Staline, Manuïlsky, Losovsky et Cie*, 20 juillet 1933 (Broué I-1 p.281)

⁵ L. Trotsky, *Pour une nouvelle Internationale*, 17 août 1933 (Broué I-2 p.89)

⁶ L. Trotsky, *C'est quoi le centrisme ?*, 28 mai 1930

⁷ Ibidem

⁸ L. Trotsky, *Pour une nouvelle Internationale*, 17 août 1933 (Broué I-1 p. 81)

⁹ Ibidem

¹⁰ Ibidem

¹¹ Ibidem

¹² L. Trotsky, *Tâches et méthodes de l'Opposition de Gauche Internationale*, décembre 1932

¹³ L. Trotsky, *La conférence de Paris : un solide noyau pour une nouvelle Internationale*, 1er septembre 1933 (Broué I-2 p. 159)

¹⁴ L. Trotsky, *Pour une unification rapide*, 20 août 1933 (Broué I-2 p. 111)

¹⁵ L. Trotsky, *Tâches et méthodes de l'opposition de Gauche Internationale*, décembre 1932

¹⁶ L. Trotsky, *Un pas en avant ou un pas à droite ?*, 10 septembre 1933 (Broué I-2 p.199)

Les citations disponibles dans les Oeuvres de Trotsky, publiés sous la direction de Pierre Broué, ont été extraites de ces livres, en l'occurrence les volumes 1 et 2 de la I^{ère} série. Les autres citations ont été traduites de l'original (espagnol) de l'article. Les **soulignés** dans les citations ne sont pas nécessairement de l'auteur original..

Pour une nouvelle Internationale

Léon Trotsky
17 août 1933



Du 27 au 28 août 1933 a eu lieu une Conférence internationale à Paris avec la participation de quatorze organisations communistes et socialistes de gauche. L'Opposition de gauche internationale y a participé et a présenté une déclaration rédigée par Trotsky, dans laquelle sont formulées les bases programmatiques pour la construction d'une nouvelle Internationale.

Le titre original était : « **Déclaration de l'Opposition de gauche internationale à la conférence des organisations de la Gauche socialiste et communiste** ».

L'effondrement de deux Internationales

Malgré la désagrégation manifeste du capitalisme mondial en tant que système économique et social, le mouvement ouvrier mondial traverse actuellement une crise plus profonde qu'au lendemain de la Commune de Paris¹ ou pendant la guerre impérialiste. Deux partis ouvriers du pays le plus industrialisé d'Europe, le parti social-démocrate et le parti communiste, qui avaient derrière eux treize millions d'électeurs, ont capitulé sans combat devant les bandes fascistes. Deux Internationales ont été mises à l'épreuve et ont démontré leur faillite.

La social-démocratie, dont la faillite est apparue dans la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, a essayé de reconstituer ses rangs après la catastrophe mondiale, empêchant ainsi les ouvriers de passer au communisme et à la III^{ème} Internationale. La défaite de la social-démocratie allemande confirme que le *réformisme* qui a conduit au désastre la II^{ème} Internationale, ne peut et ne pouvait que conduire les travailleurs à de nouvelles catastrophes. La social-démocratie, qui, jusqu'au bout, s'est cramponnée au terrain du capitalisme pourrissant, s'est trouvée entraînée elle-même dans ce processus de déclin. Elle est

passée par toutes les humiliations et toutes les trahisons, a démoralisé complètement ses cadres, renoncé aux tâches historiques du prolétariat et trahi ses intérêts quotidiens. Elle est devenue le principal obstacle à son émancipation dans le camp de la classe ouvrière. Mais l'Internationale communiste, dont le rôle consistait à organiser les forces du prolétariat pour l'assaut révolutionnaire contre la bourgeoisie de tous les pays, et pour la victoire du socialisme, a également failli à cette tâche. Elle est tombée, victime du *centrisme bureaucratique*, qui repose sur la théorie et la pratique du socialisme dans un seul pays; en un mot, elle sombre, victime d'un système d'erreurs entré dans l'Histoire sous le nom de stalinisme. Au moment où le capitalisme, déchiré par ses contradictions mondiales, mettait la révolution à l'ordre du jour, l'Internationale communiste est devenue un chœur impuissant et docile au compte de la bureaucratie conservatrice et nationalement bornée de l'Union soviétique.

Des milliers de communistes tentent maintenant dans l'Allemagne de Hitler de sauver le parti officiel en continuant son ancienne politique dans des conditions nouvelles. Avec toute notre sympathie révolutionnaire pour ces combattants dévoués, il nous faut leur dire que leurs efforts et leurs sacrifices, mal orientés, se révéleront inutiles. Dans les conditions de la terreur fasciste, la politique stalinienne est vouée à bref délai à un effondrement total. Il faudra construire sur des bases nouvelles un parti révolutionnaire clandestin en Allemagne.

Après que le déroulement vivant des événements ait démontré que fascisme et social-démocratie, ces deux outils symétriques du régime bourgeois, s'excluent l'un l'autre, non seulement politiquement, mais physiquement, il fallait tirer la conclusion élémentaire de cette expérience comme base de toute notre agitation internationale et pousser la social-démocratie sur la voie du front unique avec les partis communistes. En dépit de toute évidence, la bureaucratie de l'I.C., en proclamant l'intangibilité de sa théorie du « social-fascisme »², se ferme définitivement l'accès aux organisations réformistes de masse. Elle supplée à la politique prolétarienne du front unique par des blocs de mascarade avec des milieux impuissants de pacifistes et d'aventuristes. Si la leçon de la catastrophe allemande n'a pas servi à la bureaucratie stalinienne, c'est que rien ne lui servira. Il faut de nouveaux partis nationaux et une nouvelle Internationale.

La position politique des bolcheviks-léninistes

Les participants à cette conférence ont des origines politiques diverses. Les uns ont quitté, au cours des dernières années, les partis de la II^{ème} Internationale, les autres proviennent des rangs de la III^{ème} Internationale; ils sont, en somme, d'origine mixte, ou intermédiaire. Les uns sont apparus en tant que partis indépendants, les autres se sont considérés et ont agi en tant que fraction. Si ces organisations se rencontrent aujourd'hui pour la première fois dans une conférence commune pour tenter de jeter les bases d'un travail commun, c'est que, ce faisant, elles ont toutes ouvertement reconnu la nécessité de rassembler sur des bases nouvelles l'avant-garde prolétarienne.

En ce qui concerne l'Allemagne, notre organisation internationale (bolcheviks-léninistes) a pris cette position à la presque unanimité, après une discussion sérieuse et ardente. En ce qui concerne l'Internationale communiste dans son ensemble, cette question n'a été mise formellement en discussion qu'au cours des dernières semaines. Nous venons ici sur mandat du plénum international des bolcheviks-léninistes, lequel a approuvé la présente déclaration. Nos sections nationales n'ont pu encore se prononcer de façon définitive. Mais la question est tellement préparée par le développement antérieur des événements, comme par celui de l'Opposition de gauche elle-même, que nous ne doutons pas de leur décision. En tout cas, c'est à elles qu'appartient le dernier mot.

Certains des participants à la présente conférence pensent vraisemblablement que nous n'en sommes arrivés à rompre avec la bureaucratie stalinienne qu'avec un retard excessif. Ce n'est pas ici le lieu de revenir aux vieilles controverses. C'est un fait cependant que notre politique, en tenant compte des processus objectifs et non de considérations subjectives, nous a donné la possibilité de constituer des organisations bolcheviks-léninistes stables dans plus de vingt pays. Bien que ce soient en majorité des organisations de cadres et non de masse, c'est pour elles un énorme avantage que d'être liées à l'échelle internationale par des conceptions programmatiques et stratégiques communes qui se sont progressivement dégagées de l'expérience des grands événements et des luttes du prolétariat.

La lutte contre le réformisme

Il ressort clairement de ce que nous venons de dire que la rupture avec la bureaucratie centriste ne signifie en aucun cas pour nous un adoucissement de notre attitude vis-à-vis du réformisme; elle est au contraire plus intransigeante que jamais. Le crime politique majeur de la bureaucratie stalinienne, nous le voyons précisément dans le fait que, par l'ensemble de sa politique, elle apporte une aide hors de prix à la social-démocratie en empêchant le prolétariat de s'engager dans la voie de la révolution.

Pour nous, bolcheviks-léninistes et, nous l'espérons également, pour vous tous, il ne saurait être question d'un travail permanent commun avec dès organisations qui n'ont pas rompu avec les bases principielles du réformisme, qui continuent à espérer une régénération de la social-démocratie en tant que parti ouvrier, ou qui pensent que leur mission est d'unifier la II^{ème} et la III^{ème} Internationales. Des groupes pénétrés de tendances semblables ne peuvent entraîner les travailleurs qu'en arrière. Or, nous appuyant sur toutes les leçons du passé, nous voulons, nous, aller de l'avant.

Les « vingt et une conditions »³ d'appartenance à l'Internationale communiste, élaborées dans le temps par Lénine avec l'objectif d'opérer une délimitation nette d'avec toutes les variétés du réformisme et de l'anarchisme, revêtent à nouveau, à l'étape présente, un caractère d'actualité. Il ne s'agit pas, bien entendu, du texte même de ce document, lequel devrait être remanié de fond en comble conformément aux exigences de la nouvelle période, mais de leur esprit général d'intransigeance marxiste révolutionnaire.

C'est seulement à la condition de s'être impitoyablement délimité du réformisme que l'on peut et que l'on doit collaborer amicalement avec celles dès organisations prolétariennes qui sont en train, en fait, d'évoluer du réformisme au communisme. Nous condamnons et nous rejetons catégoriquement la façon d'agir de la bureaucratie stalinienne qui traite de « social-fascistes de gauche » toutes les organisations révolutionnaires qui sont - par sa faute - en dehors de l'I.C., et puis, au lendemain de la dernière catastrophe, les invite doucereusement chez elle comme « partis sympathisants ». L'I.C. ne peut que décomposer et détruire les organisations prolétariennes, elle ne peut ni les renforcer, ni

les éduquer. La collaboration que nous avons en vue présuppose une attitude honnête vis-à-vis des idées et des faits; une critique amicale et une estime réciproque.

Les quatre premiers congrès de l'I.C.

La politique révolutionnaire ne se conçoit pas sans théorie révolutionnaire. Il ne s'agit nullement ici de tout reprendre au commencement. Nous nous situons sur le terrain de Marx et de Lénine. Les premiers congrès de l'Internationale communiste nous ont laissé un héritage programmatique inappréciable : la caractérisation de l'époque contemporaine comme époque de l'impérialisme, c'est-à-dire du déclin du capitalisme ; la nature du réformisme contemporain et les méthodes de lutte contre lui ; les rapports entre démocratie et dictature prolétarienne ; le rôle du parti dans la révolution prolétarienne ; les rapports entre le parti et la petite-bourgeoisie, avant tout la paysannerie (la question agraire) ; le problème national et la lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation ; le travail dans les syndicats ; la politique du front unique ; l'attitude vis-à-vis du parlementarisme, etc., toutes ces questions ont été, au cours du travail des quatre premiers congrès, l'objet d'analyses et d'éclairages principiels, jamais dépassés.

Une des tâches les plus pressantes pour les organisations qui inscrivent sur leur drapeau la régénération du mouvement ouvrier consiste à dégager les décisions principielles des quatre premiers congrès, à les ériger en système, à les soumettre à un examen sérieux à la lumière des tâches à venir du prolétariat. La présente conférence devra, à notre avis, tracer la voie et faire les premiers pas vers ce travail indispensable.

Les leçons stratégiques des dix dernières années

La vie politique de l'avant-garde prolétarienne ne s'est pas arrêtée aux premiers congrès de l'I.C. Sous l'influence des circonstances historiques, c'est-à-dire du déroulement de la lutte des classes, l'appareil de l'I.C. est passé définitivement du marxisme au centrisme, de l'internationalisme à l'étroitesse nationale. Si l'édification de la III^{ème} Internationale eût été impossible sans une épuration de la doctrine de Marx des résidus du réformisme, de même, maintenant, la création de partis révolutionnaires prolétariens est inconcevable sans une épuration des

principes et des méthodes du communisme des résidus et des falsifications du centrisme bureaucratique.

Menée au prix de lourds et nombreux sacrifices, la lutte de l'Opposition de gauche contre les oscillations de l'appareil stalinien est consignée dans une série de documents de caractère programmatique et stratégique. En liaison avec les plus importantes étapes des dix dernières années, les problèmes suivants ont été éclairés dans ces documents : l'édification économique de l'U.R.S.S. ; le régime du parti ; la politique de front unique dans les révolutions coloniales (Chine, Inde) ; les méthodes du front unique (comité anglo-russe, d'une part, expérience allemande de l'autre) ; trajectoire de la révolution espagnole (« dictature démocratique ») ; la lutte contre la guerre ; la lutte contre le fascisme ; etc. Les conclusions fondamentales des dix dernières années dans cette lutte sont sommairement exposées sous la forme des Onze points de la préconférence internationale de l'Opposition de gauche⁴. Ce document programmatique, nous le soumettons à votre attention.

Il va sans dire que, de notre côté, nous examinerons avec la plus grande attention les thèses, résolutions et déclarations programmatiques dans lesquelles les organisations ici représentées ont exprimé et exprimeront leur appréciation des perspectives et des tâches. Nous ne désirons rien plus que l'échange d'expériences et d'idées entre nous. C'est avec une grande satisfaction que nous constatons que la « déclaration de principes » du R.S.P. de Hollande⁵ coïncide, sur toutes les questions fondamentales, avec la plate-forme de l'Opposition de gauche internationale.

Bien entendu, la conférence actuelle, en tant que conférence préliminaire, ne peut étudier suffisamment en profondeur les leçons programmatiques et stratégiques de la lutte révolutionnaire mondiale. Mais il est temps de se mettre au travail. Nous nous permettons de souhaiter que chacune des organisations ici représentées reproduise dans sa presse nos « Onze points » avec les commentaires nécessaires, et, dans la suite de la discussion, nous offre la possibilité de défendre nos thèses dans cette même presse. De notre côté, nous nous engageons à publier, pour information et discussion pour toutes nos sections, tout document programmatique présenté par d'autres organisa-

tions et offrons volontiers à ses défenseurs une place correspondante dans notre propre presse.

L'Union soviétique

La question de l'U.R.S.S. est d'une importance exceptionnelle pour le mouvement ouvrier mondial et par conséquent également pour une orientation correcte de la présente conférence. *Nous, bolcheviks-léninistes, nous estimons que l'U.R.S.S., même sous sa forme actuelle, est un Etat ouvrier.* Cette appréciation n'a besoin ni d'illusions, ni de maquillages.

Il est impossible d'éprouver autre chose que du mépris pour ces « amis de l'U.R.S.S. » qui qualifient d'« acte contre-révolutionnaire » toute parole dirigée contre la bureaucratie soviétique. Si les révolutionnaires s'étaient inspirés de telles règles de conduite, la révolution d'Octobre ne se serait jamais produite.

Nous repoussons comme une dérision de la pensée marxiste la position des brandlériens⁷, selon laquelle la politique de la bureaucratie stalinienne, bien qu'accumulant une chaîne d'erreurs dans tous les autres pays, demeure infallible en U.R.S.S. Une telle « théorie » repose sur la négation des principes généraux de la politique prolétarienne et ravale l'Internationale à une simple somme de partis nationaux dont les chefs sont toujours prêts à fermer les yeux sur leurs péchés respectifs. Un marxiste ne peut rien avoir de commun avec cette conception social-démocrate.

La politique de la bureaucratie stalinienne en U.R.S.S. a la même nature de principe que la politique de l'I.C. : la différence n'est pas dans les méthodes, mais dans les conditions objectives. En U.R.S.S., la bureaucratie s'appuie sur de puissants fondements établis par la révolution prolétarienne, et si, au cours de ces dix ans, elle a dilapidé le capital de l'I.C., en U.R.S.S., elle a sapé, mais pas liquidé, les bases de l'Etat socialiste. En réalité, bien que privé du parti, des syndicats et des soviets dont la bureaucratie s'est emparée, le prolétariat soviétique, par son poids social et par la force de ses traditions révolutionnaires, protège l'Etat ouvrier de la contre-révolution bourgeoise.

Identifier le régime social de l'U.R.S.S. au « capitalisme d'Etat »⁷ du type américain, italien ou allemand, revient à ignorer la question fondamentale du régime social, *le caractère de la propriété*, et ouvre la

porte à des conclusions fausses et dangereuses. Dans cette question, il ne saurait pour nous y avoir ni équivoque, ni compromis. La défense de l'Etat ouvrier contre l'impérialisme et la contre-révolution reste, comme auparavant, le devoir de tout ouvrier révolutionnaire. Mais le service de cette défense n'implique nullement qu'on se transforme en instrument du gouvernement soviétique.

Les actions et les déclarations de la diplomatie soviétique ont provoqué plus d'une fois, en particulier dans la dernière période, une indignation brûlante et parfaitement légitime des ouvriers avancés. Rien n'affaiblit autant la position mondiale de l'U.R.S.S., malgré toutes les reconnaissances et les pactes de non-agression, que la politique extérieure profondément opportuniste des staliniens, pénétrée des illusions lénifiantes du « socialisme dans un seul pays ».

Il est impossible de défendre l'U.R.S.S. sans les combats révolutionnaires du prolétariat mondial, sans indépendance vis-à-vis de la bureaucratie comme de la diplomatie soviétique. Par ailleurs, la critique du stalinisme la plus impitoyable n'exclut pas, mais au contraire, impose *le front unique avec la bureaucratie soviétique contre les ennemis communs*.

Le régime du parti

La question du régime du parti doit faire l'objet de la plus extrême attention dans l'édification de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale. La *démocratie ouvrière* n'est pas une question d'organisation, c'est une question sociale. Plus l'appareil dirigeant s'éloigne de la politique prolétarienne, et moins il peut tolérer le contrôle sur lui de l'avant-garde prolétarienne. En dernière analyse, l'étouffement de la démocratie ouvrière est le résultat d'une pression des classes ennemies par l'intermédiaire de la bureaucratie ouvrière. Cette loi historique est confirmée tant par l'histoire du réformisme dans les pays capitalistes que par l'expérience de la bureaucratisation de l'Etat soviétique.

La social-démocratie parvient au régime qui lui est nécessaire au moyen d'un système complexe : d'une part, elle chasse systématiquement, non seulement du parti, mais des syndicats, les ouvriers révolutionnaires enclins à la critique ; d'autre part, elle émancipe ses ministres, ses parlementaires, ses journalistes et ses bureaucrates syndicaux de la discipline du parti. La combinaison de méthodes de violence, de

trahison et de corruption permet à la social-démocratie de conserver une apparence de discussion libre, d'élections, de contrôle, etc., tout en demeurant un appareil de la bourgeoisie impérialiste à l'intérieur de la classe ouvrière.

La bureaucratie stalinienne, au moyen de l'appareil d'Etat, a transformé le centralisme démocratique en centralisme bureaucratique, a liquidé la démocratie du parti, des soviets et des syndicats, non seulement formellement, mais réellement. Le régime de la dictature personnelle s'est étendu complètement du P.C. de l'Union soviétique aux P.C. des pays capitalistes. Les responsables du parti n'ont pour tâche que d'interpréter la volonté des bureaucrates d'en haut. La masse du parti n'a plus qu'un droit, celui de se taire et d'obéir. Les mesures habituelles du maintien de l'« ordre » dans le parti sont la répression, la persécution, la corruption. C'est la voie de la décomposition et de la mort des partis prolétariens.

Un révolutionnaire ne peut s'éduquer que dans l'atmosphère de la critique de ce qui est, y compris dans sa propre organisation. Une discipline inébranlable ne s'acquiert qu'avec une confiance consciente dans sa direction. Cette confiance ne se gagne pas seulement par une politique juste, mais aussi par une attitude de scrupuleuse honnêteté vis-à-vis de ses propres fautes. La question du régime du parti revêt donc à nos yeux une exceptionnelle importance. Il faut donner aux ouvriers avancés la possibilité de prendre part, consciemment et en toute indépendance, à la construction du parti et à la direction de l'ensemble de sa politique. Il faut donner à la jeunesse ouvrière la possibilité de penser, de critiquer, de faire des erreurs et de les corriger.

Il est par ailleurs clair qu'un régime interne démocratique ne conduira à la conscience d'une armée bien trempée et unanime de combattants prolétariens que si nos organisations, s'appuyant sur les principes inébranlables du marxisme, sont déterminées à combattre, de façon intransigeante, mais avec des méthodes démocratiques, toutes les influences opportunistes, centristes et aventuristes.

Souhaitons en particulier que cette conférence fasse la démonstration qu'il est possible, sans pour autant faire de concessions de principe, de livrer un combat d'idées honnête, sans insinuations ni critiques de couloirs. En vérité, le moment est venu d'assainir l'atmosphère du mouvement ouvrier.

Le cours vers la nouvelle Internationale nous est dicté par toute la marche du développement. Cela ne signifie pas cependant que nous proposons la proclamation immédiate d'une nouvelle Internationale. Nous aurions sans hésiter fait ici cette proposition si les organisations représentées ici possédaient dès maintenant une unanimité véritable, c'est-à-dire éprouvée par l'expérience, vis-à-vis des principes fondamentaux et des méthodes de lutte révolutionnaire. Mais ce n'est pas le cas. A l'unanimité sur les principes, et, par conséquent, à l'Internationale, on ne pourra parvenir que par la voie du travail révolutionnaire en commun et d'une sérieuse critique réciproque.

On ne peut préparer une nouvelle Internationale sans prendre part directement aux événements en train de se dérouler. Il serait faux, bien entendu, d'opposer la discussion sur le programme à la lutte révolutionnaire. Il faut les combiner. Nous saluons la mise à l'ordre du jour de cette conférence des questions actuelles liées à la lutte contre la guerre et contre le fascisme, et, dans chacun de ces domaines également, nous sommes prêts à faire, main dans la main, un véritable pas en avant avec d'autres organisations.

Camarades! Sans guide, sans direction internationale, la classe ouvrière ne peut pas se libérer de l'oppression actuelle. La création d'une nouvelle Internationale ne dépend pas seulement du développement objectif des événements, mais aussi de nos propres efforts. Il est fort probable que nous sommes d'ores et déjà infiniment plus forts maintenant que beaucoup d'entre nous ne le pensent. Ce n'est pas pour rien que l'histoire nous a montré comment une organisation disposant d'une autorité, mais ayant perdu toute direction, peut, pour ainsi dire, accumuler impunément des fautes pendant une longue période, mais qu'au bout du compte, le déroulement des événements lui réserve un effondrement inévitable. Au contraire, une organisation armée d'une boussole sûre, qui, pendant longtemps, est restée une petite minorité, peut, avec l'apparition d'un tournant historique, s'élever, d'un coup, à un niveau supérieur. C'est une possibilité de cet ordre qui s'ouvre devant nous, à condition que notre politique soit juste. Essayons, de toutes nos forces unies, de ne pas manquer cette occasion. Notre responsabilité révolutionnaire est immense. Que notre travail créateur s'élève à la hauteur de cette responsabilité !

- ¹ La *Commune de Paris* a été la première expérience de gouvernement ouvrier. Elle s'est maintenue au pouvoir pendant 72 jours, du 18 mars au 28 mai de 1871, avant d'être brutalement réprimé par le gouvernement de Thiers, avec la mort, la prison ou l'exil pour des dizaines de milliers de combattants.
- ² La « théorie » formulée par Staline, selon laquelle fascisme et social-démocratie étaient des « frères jumeaux », avait abouti à l'affirmation par l'Internationale Communiste de la « fascisation de la social-démocratie » qui devenait, selon elle, « social-fasciste ». Cette théorie devait servir de justification aux staliniens pour refuser tout front unique « au sommet » avec les dirigeants social-démocrates, le front unique n'étant selon eux concevable qu'« à la base », c'est-à-dire dirigé par le K.P.D., le Parti Communiste Allemand, avec la « base » du parti socialiste, contre ses propres dirigeants. Bien entendu, la qualification de « social-fasciste » était ressentie comme une injure par les travailleurs social-démocrates, et dressait une barrière entre les communistes et eux. Depuis l'origine, Trotsky avait combattu cette théorie et milité pour la réalisation du front unique des organisations ouvrières contre le fascisme, conformément aux formules du 4^{ème} congrès de l'I.C. sur cette question.
- ³ Les « 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste » avaient été adoptées par le 2^{ème} congrès en 1920, afin d'interdire l'entrée dans l'I.C. aux dirigeants opportunistes des partis qui demandaient à adhérer, dans une période qui était, aux yeux des communistes, très proche de la lutte décisive pour le pouvoir. Elles constituaient une sorte de résumé de l'expérience bolchevique, avec condamnation symétrique des pratiques gauchistes et opportunistes et une série d'exigences pratiques : dans l'esprit des dirigeants de l'I.C., leur application devait avoir pour résultat une épuration préliminaire des partis candidats, et la mise sur pied d'un cadre pour leur « bolchevisation ».
- ⁴ Les Onze points adoptés par la préconférence de l'Opposition de gauche en février 1933 étaient les suivants:
1. L'indépendance du parti prolétarien en toutes circonstances.
 2. La reconnaissance du caractère permanent de la révolution prolétarienne.
 3. La reconnaissance de l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier, malgré sa dégénérescence bureaucratique, et de la nécessité de sa défense face à l'impérialisme.
 4. La condamnation de la politique économique de la fraction stalinienne, aussi bien dans sa phase opportuniste de 1923-1928 (refus de l'industrialisation, concessions aux koulaks) que dans sa phase d'aventurisme économique ultérieure (industrialisation accélérée, collectivisation forcée, liquidation administrative des koulaks en tant que classe).
 5. La reconnaissance de la nécessité de militer au sein des syndicats réformistes, la condamnation de la théorie et de la pratique des « syndicats rouges ».
 6. Le rejet de la formule de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » en tant que distincte de la dictature du prolétariat.
 7. La reconnaissance de la nécessité de mobiliser les masses sur des mots d'ordre de transition, particulièrement des mots d'ordre démocratiques.
 8. La reconnaissance de la nécessité d'une politique de front unique ouvrier, la condamnation de son application opportuniste jusqu'en 1928 et de son interprétation ultimatisante ultérieure sous la forme du « front unique à la base ».
 9. La condamnation de la théorie du social-fascisme.
 10. La reconnaissance de l'existence de trois tendances au sein du mouvement communiste : la tendance marxiste, la tendance « centriste » (stalinienne) et la tendance de droite.
 11. La reconnaissance de la nécessité de la démocratie dans le parti.
- ⁵ Le Revolutionaire Socialistische Partij (R.S.P. - Parti Socialiste Révolutionnaire) de Hollande, que dirigeait Sneevliet, venait d'adopter, en vue de la conférence, une « déclaration de principes ». Il a signé la *Déclaration des quatres* pour une nouvelle Internationale et s'est affilié, peu de temps après la Conférence, à l'Opposition de gauche internationale.
- ⁶ Heinrich Brandler (1881-1967), ouvrier maçon, vieux spartakiste, avait dirigé le parti allemand de 1920 aux lendemains du fiasco de 1923. Membre de l'Opposition de droite, il avait été exclu et avait fondé en décembre 1928 le Kommunistische Partei Opposition (K.P.O.), qui avait été lui-même à l'origine de la fondation de l'Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition (I.V.K.O.). La position « brandlérienne » - refus de critique, du parti soviétique - était celle de la réforme.
- ⁷ L'une des organisations invitées à la conférence de Paris, le Leninbund d'Allemagne, soutenait l'idée que le régime social de l'U.R.S.S. était un « capitalisme d'Etat ».

La Déclaration des Quatre, sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale

Léon Trotsky

26 août 1933

Lors de la Conférence de Paris (voir l'article précédent), l'Opposition de gauche internationale a constitué un bloc avec trois autres organisations. A cet effet, Trotsky a rédigé une déclaration, adoptée par les quatre organisations, qui résume les points essentiels pour élaborer le programme de la nouvelle Internationale. Les quatre constituent la « Ligue Communiste Internationale » qui deviendra la IV Internationale en 1938.

Les organisations soussignées, en pleine conscience des responsabilités historiques qui pèsent sur elles, ont unanimement décidé d'unir leurs efforts pour travailler ensemble à la régénération du mouvement prolétarien révolutionnaire à l'échelle internationale. Comme base de leur activité, elles posent les principes suivants :

1) La crise mortelle du capitalisme impérialiste qui a dérobé le sol sous les pas du réformisme (Social-démocratie, II^{ème} Internationale, bureaucratie de la Fédération syndicale internationale¹), pose impérativement la question de la rupture avec la politique réformiste, la mise à l'ordre du jour de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir et l'établissement de la dictature prolétarienne comme l'unique moyen de transformation de la société capitaliste en société socialiste.

2) Le problème de la révolution prolétarienne possède, par sa nature même, un caractère international. Le parti révolutionnaire du prolétariat doit cependant, dans tous les pays où les conditions historiques sont mûres, conduire la classe ouvrière à la lutte pour le pouvoir. Mais le prolétariat ne peut construire une société socialiste achevée que sur la base de la division internationale du travail et d'une collaboration mondiale. Les signataires repoussent donc résolument la théorie du

« socialisme dans un seul pays » qui sape les bases mêmes de l'internationalisme prolétarien.

3) Il faut rejeter avec non moins d'énergie la théorie des austro-marxistes², centristes et réformistes de gauche qui, sous le prétexte du caractère international de la révolution socialiste, préconisent, en ce qui concerne leur propre pays, une attitude passive et attentiste, livrant ainsi dans la réalité le prolétariat aux mains du fascisme. Un parti prolétarien qui se refuse à prendre le pouvoir dans les conditions historiques présentes commet la pire des trahisons. Le prolétariat victorieux dans un seul pays doit renforcer sa dictature nationale par une construction socialiste, laquelle demeure nécessairement inachevée et contradictoire jusqu'à ce que la classe ouvrière se soit emparée du pouvoir politique dans au moins plusieurs pays capitalistes avancés. En même temps, la classe ouvrière victorieuse dans un seul pays doit diriger tous ses efforts en vue de l'extension de la révolution socialiste aux autres pays. La contradiction entre le caractère national de la prise du pouvoir et le caractère international de la société socialiste ne peut être résolue que par une courageuse action révolutionnaire.

4) La III^{ème} Internationale, surgie de la révolution d'Octobre, a posé les principes de la politique prolétarienne à l'époque de l'impérialisme et donné au prolétariat mondial les premières leçons de lutte révolutionnaire pour le pouvoir ; elle est tombée victime d'un enchaînement de contradictions historiques. Le rôle traître de la social-démocratie, l'absence de maturité et l'inexpérience des partis communistes ont conduit à la défaite des mouvements révolutionnaires d'après-guerre en Orient comme en Occident. L'isolement de la dictature prolétarienne dans un pays arriéré a conféré une puissance extraordinaire à la bureaucratie soviétique toujours plus conservatrice et nationalement bornée. L'état de dépendance servile des sections de l'I.C. vis-à-vis de la direction soviétique a conduit à son tour à une nouvelle série de graves défaites ; à la dégénérescence bureaucratique de la théorie et de la pratique des partis communistes et à leur affaiblissement en tant qu'organisations. Pire encore, l'Internationale communiste, non seulement s'est révélée incapable de remplir son rôle historique, mais elle est devenue en outre de plus en plus un obstacle sur la voie du mouvement révolutionnaire.

5) La montée du fascisme en Allemagne a soumis les organisations de la classe ouvrière à une épreuve décisive. La social-démocratie a confirmé une fois de plus le jugement porté sur elle par Rosa Luxemburg³ et s'est montrée pour la deuxième fois un « cadavre puant ». La victoire sur les organisations, les idées et les méthodes du réformisme est la condition préalable indispensable de la victoire de la classe ouvrière sur le capitalisme.

6) C'est avec une vigueur non moindre que les événements d'Allemagne ont dévoilé l'effondrement de l'Internationale communiste. En dépit de ses quatorze années d'existence, en dépit de l'expérience acquise au cours de batailles gigantesques, en dépit du soutien moral de l'Etat soviétique et de l'importance de ses moyens de propagande, le parti communiste d'Allemagne, dans des conditions de crise économique, sociale et politique grave, extrêmement favorables pour un parti révolutionnaire, a démontré son absolue incapacité révolutionnaire. Il a ainsi démontré sans appel qu'en dépit de l'héroïsme de beaucoup de ses membres, il était devenu parfaitement incapable de remplir son rôle historique.

7) La situation du capitalisme mondial, la crise épouvantable qui plonge les masses laborieuses dans une misère sans précédent, le mouvement révolutionnaire des masses coloniales opprimées, le danger mondial du fascisme, la perspective d'un nouveau cycle de guerres qui menacent de détruire l'ensemble de la civilisation humaine - telles sont les conditions qui exigent de façon impérative le rassemblement de l'avant-garde prolétarienne dans une *nouvelle Internationale*. Les organisations soussignées s'engagent à employer toutes leurs forces à la formation de cette Internationale dans le plus bref délai possible sur les fondements inébranlables des principes théoriques et stratégiques établis par Marx et Lénine.

8) Tout en étant prêtes à collaborer avec toutes les organisations, groupes et fractions qui sont en train d'évoluer réellement du réformisme ou du centrisme bureaucratique (stalinisme) vers la politique marxiste révolutionnaire, les organisations soussignées déclarent en même temps que la nouvelle Internationale ne saurait tolérer aucun esprit de conciliation vis-à-vis du réformisme ou du centrisme. L'unité nécessaire de la classe ouvrière ne peut être obtenue ni par la combinaison des conceptions réformistes et des conceptions révolutionnai-

res, ni par l'adaptation à la politique stalinienne, mais seulement par le combat contre la politique des deux Internationales faillies. Pour demeurer à la hauteur de cette tâche, la nouvelle Internationale ne peut se permettre aucune déviation des principes révolutionnaires dans les questions de l'insurrection, de la dictature prolétarienne, de la forme soviétique de l'Etat, etc.

9) Par ses bases de classe, ses fondements sociaux, la forme incontestablement dominante de propriété, l'U.R.S.S. demeure aujourd'hui encore un Etat ouvrier, c'est-à-dire un instrument pour la construction d'une société socialiste. La nouvelle Internationale inscrira sur son drapeau comme l'une de ses tâches les plus importantes la défense de l'Etat soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure. C'est précisément la défense révolutionnaire de l'U.R.S.S. qui nous fait l'impérieux devoir de libérer les forces révolutionnaires du monde entier de l'influence corruptrice de l'Internationale stalinienne et de construire une nouvelle Internationale. C'est seulement à la condition de l'indépendance complète des organisations prolétariennes internationales vis-à-vis de la bureaucratie soviétique et du travail pour démasquer impitoyablement, aux yeux des masses ouvrières, ses méthodes erronées, qu'il est possible de défendre victorieusement l'Union soviétique.

10) *La démocratie du parti* est une condition préalable nécessaire d'un développement sain des partis prolétariens révolutionnaires à l'échelle nationale aussi bien qu'internationale. Sans liberté de critique, sans élection des responsables du haut en bas, sans le contrôle de l'appareil par la base, aucun parti révolutionnaire véritable n'est possible.

La nécessité du secret, *dans les conditions d'illégalité*, modifie profondément les formes de vie interne d'un parti révolutionnaire et rend difficiles, sinon presque impossibles, les discussions larges et des élections. Mais, même dans les conditions et circonstances les plus difficiles, les revendications fondamentales pour un régime sain du parti conservent toute leur force : information honnête sur le parti, liberté de critique et réelle unité interne autour de la direction et de la majorité du parti. Après avoir étouffé et écrasé la volonté des ouvriers révolutionnaires, la bureaucratie réformiste a transformé la social-démocratie et les syndicats en organismes impuissants malgré des membres qui se comptent en millions. En étouffant la démocratie in-

terne, la bureaucratie stalinienne a du même coup étouffé l'Internationale communiste. La nouvelle Internationale, de même que les partis qui y adhéreront, devront construire toute leur vie interne sur la base du *centralisme démocratique*.

11) Les organisations soussignées ont créé une commission permanente de leurs représentants et lui ont assigné les tâches suivantes :

(a) l'élaboration d'un manifeste programmatique, charte de la nouvelle Internationale.

(b) la préparation d'une étude critique de l'ensemble des organisations et tendances du mouvement ouvrier actuel (le commentaire théorique du manifeste).

(c) l'élaboration de thèses sur toutes les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire du prolétariat.

(d) la représentation des organisations soussignées devant les yeux du monde entier, l'organisation permanente et systématique du travail préparatoire pour la nouvelle Internationale, la transmission du matériel ci-dessus mentionné à toutes les organisations et groupes adhérents ou sympathisants et aux initiateurs de la conférence aux fins d'une discussion générale de fond sur les principes de la nouvelle Internationale.

Secrétariat international de l'Opposition de gauche internationale

Eugene Bauer⁴

Sozialistische Arbeiterpartei (S.A.P.) d'Allemagne

J. Schwab⁵

Revolutionaire Socialistische Partij (R.S.P.) de Hollande

H. Sneevliet⁶

Onafhankelijke Socialistische Partij (O.S.P.) de Hollande

Peter J. Schmidt

¹ La Fédération syndicale internationale d'inspiration réformiste, dont le siège était à Amsterdam, était appelée « Internationale jaune » par les communistes et les partisans de l'Internationale syndicale rouge dont le siège était à Moscou.

² Le terme « austro-marxisme » est appliqué, avec ou sans nuance péjorative, à la social-démocratie autrichienne.

³ Rosa Luxemburg (1871-1919), militante de la social-démocratie allemande et polonaise, et théoricienne distinguée de la lutte contre le révisionnisme en même temps que chef de file de la gauche social-démocrate avant-guerre, avait organisé en Allemagne la lutte contre l'Union sacrée, proclamé la faillite de la social-démocratie et de la II^{ème} Internationale dès 1914, et, plus tard, participé à la fondation du parti communiste allemand. On sait qu'elle fut assassinée par des militaires aux ordres du gouvernement social-démocrate de Friedrich Ebert.

⁴ Pseudonyme d'Erwin Ackerknecht

⁵ Pseudonyme de Jacob Walcher

⁶ Henricus Sneevliet (1883-1942) est un des fondateurs du mouvement marxiste en Hollande et en Indonésie (colonie hollandaise). En 1933, étant en prison pour avoir défendu des marins « mutinés », il a été élu au Parlement. Après avoir signé la Déclaration des Quatre, le R.S.P. s'unifie avec le O.S.P. pour rejoindre l'Opposition de gauche internationale. Sneevliet abandonne toutefois ce mouvement en 1938. Il a été exécuté par les nazis dans la Seconde Guerre mondiale.

Les bases de fondation de la Quatrième Internationale ont été confirmées par l'histoire.

Nahuel Moreno



Nahuel Moreno a écrit les Thèses d'Actualisation du Programme de Transition en 1980, comme base programmatique pour la fusion entre la Fraction Bolchevique, dirigée par Moreno, et le Comité de reconstruction de la quatrième Internationale, dirigée par Pierre Lambert. Voici la première Thèse.

Notre Internationale a été créée en 1938 sur la base d'une série d'analyses et de principes généraux qui lui ont donné un fondement. Ces bases fondamentales sur lesquelles la Quatrième Internationale a été construite ont été complètement renforcées par l'expérience de plus de cent ans de lutte ouvrière et, concrètement, par les quarante dernières années de luttes du prolétariat et des peuples coloniaux. Schématiquement, ces principes ont été les suivants :

Premièrement : que les forces productives de l'humanité avaient cessé de croître sous l'impérialisme et que, suite à cela, tout développement technique n'améliorait pas le niveau de vie des masses mais, au contraire, provoquait une misère croissante et de nouvelles guerres. D'autre part, les forces productives étaient entrées en contradiction non seulement avec la propriété privée capitaliste et impérialiste, mais aussi avec l'existence des Etats nationaux.

Deuxièmement : qu'étant donné ces contradictions, s'ouvrirait une époque historique de guerres, de crises et de révolutions. En disant

époque historique, nous nous référons à une période d'environ un siècle.

Troisièmement : que la lutte de classes et la révolution acquéraient un caractère mondial. Ceci signifiait, concrètement, que nous entrions dans l'époque la plus révolutionnaire de l'histoire, dans laquelle tous les phénomènes devaient être jugés du point de vue de la révolution et de la contre-révolution mondiale, et non du point de vue des Etats ou de tout autre phénomène structurel ou superstructurel.

Quatrièmement : que la crise de l'humanité est la conséquence de la crise de direction du prolétariat. En d'autres termes, que tant que le prolétariat n'aurait pas résolu la crise de direction, l'humanité irait de crise en crise, chacune d'elle plus aiguë que la précédente.

Cinquièmement : que la crise de direction du prolétariat mondial n'est pas un phénomène abstrait mais la conséquence du fait que les directions reconnues du mouvement ouvrier et des masses, parmi lesquelles la social-démocratie et principalement le stalinisme, sont passées du côté de l'ordre bourgeois impérialiste. Toutes les directions bureaucratiques ou petites-bourgeoises (nationalistes, gauchistes, sociaux-démocrates et stalinienne) servent historiquement - de manière directe ou indirecte - la contre-révolution impérialiste.

Sixièmement : que cette trahison des directions est due à des causes sociales : la bureaucratisation des organisations ouvrières – parmi lesquelles l'URSS - et la formation d'une aristocratie ouvrière. La bureaucratie ouvrière et la petite-bourgeoisie dirigeante et leurs partis, en tant que secteur privilégié, sont irrécupérables pour la révolution. Il s'ensuit que le stalinisme est le secteur hégémonique des appareils contre-révolutionnaires puisqu'il monopolise le contrôle du principal Etat ouvrier, source de privilèges sans limite.

Septièmement : que l'idéologie ou la théorie de tous ces courants petits-bourgeois et bureaucratiques - principalement du stalinisme - est celle du socialisme dans un seul pays et de la coexistence pacifique avec l'impérialisme. Ce sont la théorie, l'idéologie et le programme les plus néfastes pour le prolétariat mondial.

Huitièmement : que la seule théorie et le seul programme qui s'opposent de manière conséquente à la théorie stalinienne et sociale-démocrate du socialisme dans un seul pays et de la coexistence pacifique ou de la collaboration avec l'impérialisme, est la théorie de la ré-

volution permanente dans sa seconde formulation. Elle s'y oppose en tant que théorie de la révolution socialiste internationale, de la mobilisation permanente de la classe ouvrière et de ses alliés pour prendre le pouvoir, instaurer une dictature révolutionnaire pour mettre en échec l'impérialisme dans le monde, détruire révolutionnairement les Etats nationaux et implanter la fédération des républiques socialistes soviétiques du monde pour commencer à construire le socialisme.

Neuvièmement : que l'expropriation de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers nationaux est une question tactique pour la dictature révolutionnaire du prolétariat. Son grand objectif stratégique est de développer la révolution socialiste dans la région et dans le monde et de dissoudre les frontières nationales pour imposer le socialisme dans le monde.

Dixièmement : que la principale tâche pour dépasser la crise de direction du prolétariat ne se conçoit autrement que par la construction de partis trotskystes de masses et du parti mondial de la révolution socialiste, la Quatrième Internationale, dans tous les pays du monde. Ces partis trotskystes de masses pourront seulement se construire s'ils mènent à bien une lutte implacable au sein du mouvement de masses contre toutes les directions bureaucratiques et petites-bourgeoises, indépendamment du fait que ces directions, contraintes par la pression du mouvement de masses, dirigent ponctuellement quelques luttes progressistes ou révolutionnaires et même si elles en arrivent à rompre avec la bourgeoisie et à instaurer un gouvernement ouvrier et paysan.

Onzièmement : que rien ne démontre mieux le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme que son rôle comme gouvernement bonapartiste en URSS même. Ce gouvernement mène inévitablement l'URSS vers une crise croissante de caractère économique, social, politique et culturel. La bureaucratie et son régime minent jour après jour le premier Etat ouvrier de l'histoire, en le dégénérant progressivement. Seule une révolution politique contre la bureaucratie, dirigée par un parti trotskyste, pourra dépasser cette crise historique de l'Etat ouvrier, qui se trouve dans un processus dégénératif aigu. Cette révolution politique a pour but d'imposer à nouveau une dictature révolutionnaire du prolétariat en suivant le modèle de Lénine et de Trotsky.

Douzièmement : que la révolution politique qu'il faut faire en URSS contre la caste bureaucratique au pouvoir fait partie de la lutte

mondiale pour balayer de la direction du mouvement de masses tous les partis staliniens, sociaux-démocrates et petits-bourgeois qui le dirigent.

Treizièmement : que tous les points précédents se sont concrétisés dans la lettre et la méthode du Programme de Transition. Il s'agit du programme pour mobiliser le prolétariat vers la prise du pouvoir et l'implantation de la dictature révolutionnaire du prolétariat, ainsi que pour développer la mobilisation permanente des travailleurs du monde pour construire, la main dans la main avec la mobilisation, la seule direction révolutionnaire que ce processus puisse avoir, les partis trotskystes et la Quatrième Internationale.

Le projet stratégique de la LIT-QI est de reconstruire la IV^{ème} Internationale

Bernardo Cerdeira



La LIT-QI s'est considérée d'emblée, depuis sa fondation, comme un outil pour la tâche stratégique de reconstruire la IV^{ème} Internationale. C'est notre proposition fondamentale à toutes les organisations révolutionnaires avec lesquelles nous avons entamé des discussions plus profondes.

Il s'agit d'une définition fondamentale mais, à la fois, insuffisante. Nous devons avancer dans la réponse à d'autres questions en rapport avec cette définition : quelle type d'Internationale proposons-nous de construire, sur quelles bases programmatiques ? Avec quelle méthode faut-il la reconstruire, avec quelles autres organisations considérons-nous possible de mener à bien cette tâche ?

Dans cet article, nous allons essayer de répondre à ces questions, en exposant ce qui n'était jusqu'à présent que des débats et des élaborations internes. Nous voulons ainsi ouvrir un dialogue avec d'autres organisations et des militants révolutionnaires sur cette question centrale.

La signification actuelle de la reconstruction de la IV^{ème} Internationale

Nous commençons par réaffirmer la nécessité impérieuse pour le mouvement ouvrier mondial de construire une Internationale révolutionnaire avec influence de masses. Nous affirmons que c'est la seule alternative pour que la classe ouvrière puisse diriger une révolution socialiste triomphante et empêcher que l'impérialisme conduise l'humanité à la barbarie.

Lors de la fondation de la LIT-QI, en 1982, nous l'avons manifesté de la manière suivante :

*« Cette situation, après que le monde soit entré depuis plus de soixante ans dans la plus grande ère révolutionnaire de son histoire, nous renvoie directement au problème des problèmes, celui de la **direction révolutionnaire mondiale**.*

La plus grande nécessité matérielle, objective, de l'humanité, la révolution socialiste mondiale, a un corollaire subjectif, une direction révolutionnaire mondiale. Sans cela, cette révolution est impossible. Ainsi, la crise de l'humanité s'aggrave de jours en jours sans solution.

Nous affirmons que plus de six décennies de révolutions et de contre-révolutions démontrent sans appel qu'avec des directions bureaucratiques, sans direction révolutionnaire internationale, même les plus grands triomphes du prolétariat, les plus grandes avancées sur le chemin de la révolution socialiste mondiale, se transforment en leur contraire.

La nécessité objective et absolue de la révolution socialiste mondiale se concrétise, s'incarne dans la nécessité subjective et absolue d'une direction révolutionnaire – non bureaucratique – internationale. »¹

Nous croyons que la situation mondiale, l'offensive impérialiste, les guerres en Iraq et en Afghanistan, la recolonisation des trois quarts des pays du monde, les politiques néo-libérales, la surexploitation de la classe ouvrière, des paysans et des secteurs populaires, d'une part, et l'ample action révolutionnaire des masses partout dans le monde, qu'essayent de contenir leurs directions traîtres qui participent dans des gouvernements bourgeois, d'autre part, mettent en évidence l'urgence de ce type d'organisation.

En ce sens, nous réaffirmons plus que jamais l'actualité de la motivation fondamentale de la fondation de la LIT-QI :

« La Ligue Internationale des Travailleurs (Quatrième Internationale) - LIT-QI - a comme objectif fondamental de dépasser la crise de direction du mouvement ouvrier mondial et de construire la Quatrième Internationale avec influence de masses. Ce n'est qu'ainsi, en résolvant la crise de direction du prolétariat, que la mobilisation permanente des travailleurs et exploités du monde contre l'impérialisme et la bourgeoisie pourra aboutir avec la victoire de la révolution socialiste internationale et l'implantation de la dictature révolutionnaire du prolétariat. »²

Pourquoi la IV^{ème} Internationale ? Pourquoi la reconstruire ?

Il y a des organisations révolutionnaires, parfois d'origine et de tradition différente du trotskysme, qui sont d'accord avec la nécessité de construire une Internationale mais qui nous demandent : « Pourquoi reconstruire la IV^{ème} Internationale, si celle-ci n'a jamais dirigé au-

cune révolution et n'a jamais eu un poids de masses ? Pourquoi reconstruire une organisation qui a connu une forte crise et s'est divisée en beaucoup de courants internationaux et groupes nationaux ? Pourquoi ne pas construire une nouvelle internationale révolutionnaire, la V^{ème}, ou ne pas l'identifier avec un numéro ? »

Bien que la question du numéro puisse apparemment n'être qu'un problème de forme, elle a une importante signification politique. Les internationales successives ont été fondées par de profondes nécessités de la lutte de classes au moment de leur fondation et le numéro les identifie avec l'époque et les tâches historiques auxquelles elles ont fait face.

La I^{ère} Internationale correspondait à la naissance du mouvement ouvrier mondial, alors essentiellement limitée à l'Europe, et répondait à la nécessité objective du prolétariat de se grouper dans une internationale ouvrière pour lutter d'une façon plus organisée, consciente, et indépendante de la bourgeoisie. Elle a disparu suite à la première défaite historique du prolétariat mondial, le terrible massacre de la Commune de Paris.

La II^{ème} Internationale a été l'organisation des partis ouvriers socialistes et marxistes qui, pour la première fois, ont gagné un poids de masses. Dans ses rangs, le prolétariat fit son apprentissage politique et syndical. Toutefois, elle mourut comme organisation révolutionnaire avec la trahison de ses dirigeants, quand chaque parti soutint sa bourgeoisie nationale respective dans la Première Guerre mondiale. Cette trahison fut le résultat de l'émergence de bureaucraties parlementaires et syndicales, qui s'appuyaient sur l'apparition de secteurs privilégiés de travailleurs, l'« aristocratie ouvrière », dans les pays impérialistes. Les deux secteurs, la bureaucratie petite bourgeoise et l'aristocratie ouvrière, obtenaient un niveau de vie supérieur à celui de la classe, grâce aux miettes qui restaient de l'exploitation des colonies par leurs pays impérialistes.

La III^{ème} Internationale est née comme résultat de la réaction à cette trahison et fut renforcée par le grand triomphe qu'a signifié la Révolution Russe, dans laquelle, pour la première fois de l'Histoire, le prolétariat prit le pouvoir et construisit un Etat ouvrier. Il s'agissait de la première tentative de construire une véritable direction révolutionnaire internationale qui pourrait conduire la classe ouvrière mondiale vers la

révolution socialiste, la victoire internationale sur l'impérialisme et la prise du pouvoir dans tous les pays du monde. Pour parvenir à ces objectifs, elle s'est constituée comme parti mondial de la révolution socialiste.

La III^{ème} Internationale s'est bureaucratisée et a dégénéré à la suite de deux énormes défaites pour la classe ouvrière mondiale : le triomphe du stalinisme en URSS et celui du nazisme en Allemagne. Le recul de la révolution internationale a mené à l'isolement de l'URSS, ce qui, combiné avec le retard économique du pays et la disparition physique d'un million de travailleurs dans la guerre civile, a favorisé l'apparition d'une bureaucratie privilégiée et la dégénérescence de l'Etat ouvrier. Le stalinisme a ensuite étendu son régime autoritaire à toutes les sections de la III^{ème} Internationale. D'autre part, l'énorme défaite qu'a signifié le triomphe du nazisme en Allemagne, facilité par la trahison et l'incapacité du Parti Communiste qui fut vaincu sans combattre, a consolidé la domination du stalinisme.

Trotsky a lutté courageusement, à l'intérieur de la III^{ème} et de ses partis, contre l'avancée du stalinisme et la bureaucratisation de l'URSS et de la III^{ème} Internationale. Pendant dix ans, il a refusé de rompre avec la III^{ème} Internationale et a cherché à vaincre le stalinisme, pour sauver la III^{ème} Internationale comme internationale révolutionnaire, en défendant les principes et les enseignements de Lénine. C'est pourquoi le courant trotskyste se dénommait lui-même comme les « léninistes bolcheviques » et leur courant avait le nom d'*Opposition de gauche*, d'abord dans l'URSS et ensuite dans la III^{ème} Internationale. Ce n'est qu'après le triomphe du nazisme en 1933, qui a démontré que le Parti Communiste allemand et la III^{ème} Internationale étaient déjà bureaucratisés à tel point qu'ils étaient incapables de combattre contre le plus grand ennemi de la classe ouvrière, que Trotsky a décidé d'appeler à la construction d'une nouvelle Internationale.

La IV^{ème} Internationale est une continuité de la Troisième. Elle fut construite pour défendre l'héritage du marxisme et pour lutter contre un nouveau phénomène contre-révolutionnaire à l'intérieur du mouvement ouvrier : la bureaucratie stalinienne. En même temps, elle maintenait depuis sa fondation le même objectif stratégique de la III^{ème} : diriger la classe ouvrière dans le processus de la Révolution socialiste mondiale.

La IV^{ème} Internationale est entrée en crise et a éclaté au début des années 50. Parmi les facteurs qui sont à l'origine de cette situation, il y a son affaiblissement historique comme résultat de la persécution et l'élimination par le stalinisme et le nazisme, de Trotsky et d'une bonne partie de ses dirigeants. En outre, il y a eu un renforcement relatif des Partis Communistes, pour avoir dirigé la lutte contre le nazisme et la naissance des nouveaux Etats ouvriers bureaucratisés, après la Seconde Guerre mondiale. Mais le facteur principal fut la capitulation de sa direction aux courants petits-bourgeois et bureaucratiques, comme le maoïsme, le castrisme, le guévarisme, le sandinisme et d'autres, qui dirigeaient des processus révolutionnaires.

Le maintien de la proposition de reconstruire la IV^{ème} Internationale est fondé sur le fait que la tâche historique la plus importante de l'époque actuelle est plus que jamais à l'ordre du jour, à savoir la nécessité de construire une direction internationale qui puisse conduire la classe ouvrière à faire la révolution socialiste internationale qui vaincra l'impérialisme et implantera la dictature révolutionnaire du prolétariat partout dans le monde.

Avec quel programme regrouper les révolutionnaires aujourd'hui ?

Une grande partie des principes, ainsi que la stratégie révolutionnaire pour notre époque, sont condensés dans ce que nous considérons comme nos « bases programmatiques » : les résolutions des quatre premiers congrès de la III^{ème} Internationale, ainsi que le Programme de Transition, approuvé lors de la conférence de fondation de la IV^{ème} Internationale. Les statuts de la LIT-QI revendiquent de manière explicite ces bases :

« La LIT-QI s'appuie théoriquement, politiquement et pour son programme sur l'expérience concentrée du marxisme révolutionnaire : le Manifeste Communiste, les enseignements stratégiques de la Révolution d'octobre et des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, et le Programme de Transition (base de fondation de la Quatrième Internationale) sont des jalons fondamentaux de ce développement [...]. Cette continuité du marxisme révolutionnaire n'a pas le caractère d'un système dogmatique, ce pourquoi il s'enrichit avec

toutes les expériences sociales progressistes de l'humanité qui conduisent à la défaite de l'impérialisme, l'expropriation de la bourgeoisie et la suppression définitive des classes. »³

Cela signifie que nous avons des bases solides léguées par les III^{ème} et IV^{ème} Internationales, auxquelles nous avons essayé de donner une continuité dans les documents de fondation de la LIT-QI et dans d'autres documents élaborés par après. Par exemple, dans le 5^{ème} Congrès, en 1997, les *Thèses sur la Reconstruction de la IV^{ème} Internationale* affirmaient : « *La tâche de reconstruction de la IV^{ème} Internationale ne peut être abordée autrement qu'à partir de la réaffirmation du marxisme et des bases constitutives de celui-ci, avec toutes les mises à jour nécessaires. »⁴*

Toutefois, ces « bases programmatiques » s'avèrent insuffisantes pour faire face aux énormes et difficiles tâches de l'actualité. La IV^{ème} Internationale pourra seulement être reconstruite sur la base du Programme de Transition. Mais ce programme doit être mis à jour, spécialement à partir des « événements de l'Est », marqués par la combinaison complexe entre des processus révolutionnaires de masses, d'une part, et la restauration capitaliste dans les pays l'Est, la Chine, Cuba, etc., d'autre part.

Honnêtement, nous ne croyons pas que la LIT puisse ou doive faire face seule à cette tâche centrale d'actualiser le Programme de Transition. Au contraire, nous pensons que c'est un défi posé à tous les courants ou groupes qui se proposent de reconstruire la IV^{ème} Internationale pour répondre au développement de la lutte de classes à notre époque. C'est notre proposition pour établir un dialogue avec d'autres organisations en vue de cette reconstruction.

Quelques lignes de démarcation

En même temps, nous croyons que la situation actuelle de la lutte de classes nous donne déjà quelques lignes de démarcation qui sont actuellement devenues les axes d'une discussion programmatique. Nous croyons que les plus importantes sont :

- a) La position des révolutionnaires, face aux gouvernements de front populaire ou populistes de gauche, principalement face au gouvernement de Hugo Chavez, au Venezuela, **constitue un vé-**

ritable test de tournesol pour les courants qui se revendiquent socialistes révolutionnaires. Nous défendons l'indépendance de classe face à tous les gouvernements bourgeois, y compris ceux de front populaire. Nous ne participons pas à ces gouvernements et nous ne les soutenons pas. Au contraire, nous sommes dans tous les cas dans l'opposition. Nous combattons pour que la classe ouvrière n'ait aucune confiance en eux et préserve sa complète indépendance de classe face à des gouvernements nationalistes-bourgeois comme celui de Chavez.

- b) Nous impulsions et défendons la mobilisation permanente de la classe ouvrière et de ses alliés.
- c) Nous défendons la nécessité de combattre contre toutes les bureaucraties et pour un régime de démocratie ouvrière dans toutes les organisations de la classe.
- d) La grande tâche de la classe ouvrière dans l'étape actuelle est de prendre le pouvoir, détruire l'Etat bourgeois et ses armées et établir une dictature révolutionnaire du prolétariat.
- e) L'Etat Ouvrier révolutionnaire pour lequel nous combattons doit être basé sur des conseils ouvriers, paysans et populaires et avoir un régime de la plus ample démocratie pour la classe ouvrière et la majorité absolue du peuple.
- f) Nous rejetons la supposée « théorie » du « socialisme dans un seul pays ». La révolution socialiste aura un caractère international, c'est à dire **permanent**, ou elle sera destinée à reculer. Si elle s'arrête aux frontières nationales, elle sera mise en échec par la contre-révolution ou elle sera congelée et permettra la restauration du capitalisme. Ce fut l'expérience tragique que connurent les anciens Etats ouvriers bureaucratiques dirigés par le stalinisme.
- g) Nous réaffirmons la stratégie de la révolution socialiste mondiale pour imposer des dictatures du prolétariat, mettre en échec l'impérialisme et implanter le socialisme sur toute la planète. Tout Etat ouvrier révolutionnaire doit avoir comme première tâche celle de promouvoir la révolution socialiste partout dans le monde.
- h) Nous soulignons le rôle central de la classe ouvrière comme sujet de la révolution socialiste.

- i) Nous réaffirmons la nécessité immédiate et inéluctable de construire une Internationale révolutionnaire
- j) Nous défendons la nécessité de construire des partis nationaux basés sur le modèle du Parti Bolchevique (c'est-à-dire, des partis ouvriers, de combat, basés sur le principe d'organisation du centralisme démocratique) dans tous les pays du monde, comme sections de cette internationale.
- k) Nous défendons la morale ouvrière et révolutionnaire. La méthode et la morale révolutionnaire constituent pour nous un point du programme. La profonde dégénérescence des organisations trotskystes, produit de la longue crise, des pressions du stalinisme dans le passé et du « déluge opportuniste » au cours des deux dernières décennies, a aussi produit une dégénérescence méthodologique et morale. Il y a de nombreux exemples de cette dégénérescence, presque tous autour de la lutte pour l'appareil : vol de locaux, mandats parlementaires et argent ; accusations sans preuve et calomnie pure ; agressions physiques entre organisations qui se revendiquent révolutionnaires ; occupation de locaux ; fraudes dans des élections d'organismes du mouvement ouvrier et populaire ; non-observation d'accords financiers ; et un ample etcetera. Nous nous démarquons catégoriquement de ces méthodes qui caractérisent une morale du « tout est permis ».

Le régime du parti

Le thème d'un régime de parti centraliste-démocratique est une partie fondamentale du programme que nous devons discuter pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale. Dans la décennie de 1930, quand la faillite de la III^{ème} Internationale était déjà évidente et quand plusieurs organisations avançaient la nécessité de construire une nouvelle Internationale révolutionnaire, l'Opposition de gauche internationale remarquait que le régime du parti était un problème fondamental pour la construction de la nouvelle Internationale et de ses partis.

Trotsky expliquait que la liquidation de la démocratie ouvrière dans les syndicats, les partis et les organisations ouvrières, ainsi qu'en URSS, était le résultat de la pression de l'impérialisme et des bourgeoisies nationales à travers la bureaucratie :

« Pour la construction de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale, il faut prêter beaucoup d'attention au problème du régime du parti. La démocratie ouvrière n'est pas un problème d'organisation mais un problème social. En dernier ressort, la liquidation de la démocratie ouvrière est la conséquence de la pression des ennemis de classe au moyen de la bureaucratie ouvrière. L'histoire du réformisme dans les pays capitalistes et l'expérience de la bureaucratisation de l'Etat soviétique confirment dans la même mesure cette loi historique. »⁵

Il dénonçait comment les différentes bureaucraties attaquaient et détruisaient, de différentes manières, la démocratie ouvrière à l'intérieur même du mouvement ouvrier :

« La sociale-démocratie utilise un système compliqué pour établir le régime qui lui est nécessaire ; d'une part, elle expulse systématiquement du parti et des syndicats les travailleurs avec des tendances radicales ou critiques, quand elle ne peut pas les acheter avec des postes bien rémunérés ; d'autre part, elle libère ses ministres, délégués parlementaires, journalistes et bureaucrates syndicaux de l'obligation de se soumettre à la discipline du parti. La combinaison de la répression, du vol et de la tromperie permet à la social-démocratie de maintenir la façade de la discussion, les élections, le contrôle, etcetera, tandis qu'en même temps elle agit comme appareil de la bourgeoisie impérialiste à l'intérieur de la classe ouvrière.

A travers l'appareil de l'Etat, la bureaucratie stalinienne a liquidé la démocratie du parti, des soviets et des syndicats, non seulement en essence mais aussi formellement. Le régime de la dictature personnelle a été pleinement transmis par le Parti Communiste de l'Union Soviétique à tous les partis communistes des pays capitalistes. La tâche des fonctionnaires du parti est d'interpréter la volonté de hautes sphères bureaucratiques. Les masses du parti ont un seul droit : se taire et obéir. La répression, la persécution, la tromperie, sont les méthodes avec lesquelles on maintient couramment l'« ordre » dans le parti. Par ce chemin, les partis prolétaires vont à la décadence et la ruine. »⁶

Pour Trotsky, le régime démocratique du parti était essentiel pour obtenir la confiance consciente de la base en sa direction, et il soulignait que, de cette manière seulement, on peut avoir une discipline

ferme qui forge le parti comme une « *armée de prolétaires qui luttent* » :

« Un révolutionnaire se forme dans un climat de critique à tout ce qui existe, y compris sa propre organisation. On ne peut pas obtenir une discipline ferme autrement qu'au moyen de la confiance consciente dans la direction. Pour gagner cette confiance, une politique correcte ainsi qu'une attitude honnête envers ses propres erreurs sont nécessaires. Voilà pourquoi le problème du régime interne a pour nous une si grande importance. Il faut donner aux travailleurs avancés la possibilité de la participation consciente et indépendante à la construction du parti et à la direction de l'ensemble de sa politique. Les travailleurs jeunes doivent disposer de la possibilité de penser, de critiquer, de commettre des erreurs et de se corriger.

D'autre part, il est clair qu'un régime démocratique du parti conduira à la formation d'une armée dure et unifiée de prolétaires qui luttent, uniquement si nos organisations, s'appuyant sur les principes fermes du marxisme, sont disposées à combattre irréconciliablement, bien qu'avec des méthodes démocratiques, toute influence opportuniste, centriste et aventurière. »⁷

Le caractère ouvrier de nos partis

Un autre problème central de notre programme est le caractère de classe que doit avoir un parti révolutionnaire socialiste. Les partis réformistes, bureaucratiques ou petits-bourgeois reflètent politiquement l'aristocratie et les bureaucraties ouvrières et la petite bourgeoisie radicalisée, des secteurs privilégiés qui reçoivent des miettes de l'exploitation impérialiste. Par contre, **le parti révolutionnaire** doit refléter la base ouvrière, spécialement les secteurs les plus exploités de la classe. Cela signifie refléter non seulement les *intérêts historiques* de la seule classe qui peut détruire la bourgeoisie impérialiste mondiale, mais aussi *les intérêts immédiats* de ce secteur. Mais le parti révolutionnaire pourra le faire uniquement si, par sa composition, il reflète cette base ouvrière.

Dans une polémique avec la « fraction anti-defensiste de l'URSS » à l'intérieur du SWP des Etats-Unis, Trotsky, qui caractérisait ce groupement comme « un courant petit-bourgeois dans le parti », expliquait le danger d'un grand afflux de secteurs petits-bourgeois vers le parti

révolutionnaire et l'importance d'avoir une composition prolétaire dans ses rangs :

« La désintégration du capitalisme, qui crée un grand mécontentement entre les petits-bourgeois et pousse ses couches inférieures vers la gauche, ouvre de vastes possibilités, mais renferme aussi de graves dangers. La IV^{ème} Internationale a seulement besoin de ces émigrants de la petite bourgeoisie qui ont rompu complètement avec leur passé de classe et qui se situent décidément du côté du prolétariat.

Ce transit théorique et politique doit être accompagné de la rupture avec son ancien environnement et de l'établissement de liens intimes avec les travailleurs, spécialement dans le recrutement et l'éducation de prolétaires pour le parti. Les émigrants de la petite bourgeoisie qui, après un laps de temps prudent, se montrent incapables de s'installer dans le milieu prolétaire, doivent être transférés du militantisme dans le parti au statut de sympathisants.

Les membres du parti qui n'ont pas démontré leur valeur dans la lutte de classes, ne doivent pas occuper des postes de responsabilité. Un émigrant d'un milieu bourgeois, pour très intelligent et dévot du socialisme qu'il soit, doit aller à l'école de la classe ouvrière avant de se transformer en enseignant. Les jeunes intellectuels ne doivent pas être mis à la tête de la jeunesse intellectuelle, mais aller quelques années à des provinces, à des centres purement prolétaires, où ils puissent effectuer un travail pratique dur.

La composition de classe du parti doit correspondre à son programme. La Section américaine de la IV^{ème} Internationale se transformera en prolétaire ou cessera d'exister. »⁸

Il donnait une telle importance à ce sujet qu'il disait que le parti pourrait perdre son caractère révolutionnaire s'il se remplissait d'éléments petits-bourgeois et non-prolétaires :

*« Le parti a seulement une minorité d'authentiques travailleurs industriels.[...] Les éléments non-prolétaires sont une levure très nécessaire, et je crois que nous devons être fiers de leur qualité [...] mais **notre parti peut être inondé d'éléments non-prolétaires et arriver à perdre son caractère révolutionnaire.** Évidemment, il ne s'agit pas d'empêcher l'entrée d'intellectuels par des méthodes artificielles [...] mais **d'orienter, dans la pratique, toute l'organisation vers les usines, les grèves, les syndicats.** »⁹*

En essayant d'orienter le SWP pour qu'il ait une politique de prolétarisation du parti, il proposait que le parti soit orienté vers la classe ouvrière et il donnait une série de conseils et de critères - qui, à notre avis, restent pleinement d'actualité - pour la prolétarisation urgente et indispensable de toute organisation révolutionnaire digne de ce nom :

« Un exemple concret : nous ne pouvons pas consacrer des forces égales et en quantité suffisante à toutes les usines. Notre organisation locale peut choisir, pour son activité dans la prochaine période, deux ou trois usines de son secteur et y concentrer toutes ses forces. Si nous avons deux ou trois travailleurs dans une d'elles, nous pouvons créer un comité de soutien de cinq non-travailleurs pour augmenter notre influence dans cette usine. »

On peut faire la même chose dans les syndicats. Nous ne pouvons pas y introduire des non-travailleurs, mais nous pouvons organiser des commissions qui soutiennent les camarades qui sont à l'intérieur, avec de la propagande orale ou écrite. C'est une condition indispensable de ne pas commander les travailleurs, mais de les aider, leur faire des suggestions, les fournir des arguments, des idées, des tracts, etc.

« Les actions de ce type peuvent avoir une énorme importance éducative, tant pour les camarades travailleurs que pour les non-travailleurs, qui ont besoin d'une rééducation solide. [...] »

Nous pouvons immédiatement établir une norme générale : un militant qui n'est pas capable de gagner tous les trois ou six mois un travailleur pour le parti n'est pas un bon militant.

Si nous établissons sérieusement cette orientation et vérifions les résultats chaque semaine, nous aurons évité un grand danger : que les intellectuels et les travailleurs de col blanc finissent par supprimer la minorité ouvrière, qu'ils finissent par la condamner au silence, qu'ils transforment le parti en club de discussion très intelligente, mais absolument inhospitalier pour les travailleurs. Il faut élaborer des normes parallèles pour le travail et le recrutement de l'organisation juvénile, parce que dans le cas contraire, nous courons le risque de produire des dilettantes révolutionnaires au lieu d'activistes dans la lutte. »¹⁰

La méthode pour reconstruire la IV^{ème} Internationale

Les luttes des masses et la nécessité de leur donner une réponse, le désenchantement de secteurs des masses face aux gouvernements de front populaire, la trahison des bureaucraties, le virement à droite des organisations qui étaient centristes, produisent une tendance au regroupement des organisations révolutionnaires. Cette tendance prend forme, dans un premier temps, dans le souhait d'« unir tous les révolutionnaires de la planète ». Notre appel à reconstruire la IV^{ème} Internationale se base sur cette aspiration.

Néanmoins, face à la dispersion, depuis des décennies déjà, des courants révolutionnaires, une première question s'impose : *comment et avec quelle méthode, mener à bien ce processus de regroupement ?* La seconde question est de savoir si ce processus de regroupement doit impliquer l'unité sans conditions de toutes les organisations qui se revendiquent révolutionnaires ou s'il doit y avoir des critères qui orientent les accords nécessaires.

Plusieurs organisations, qui ont rompu avec des courants internationaux qui ont cédé aux pressions opportunistes ou se sont totalement dégénérées, et qui cherchent un regroupement révolutionnaire international, voient comme « naturel », dans un premier temps, d'adopter la méthode de la « Conférence Ouverte » pour reconstruire la IV^{ème} Internationale. C'est à dire, de regrouper toutes les organisations qui se disent révolutionnaires pour entamer un processus de discussion et de convergence.

Il nous paraît que cette méthode est erronée. L'expérience préalable à la fondation de la IV^{ème} Internationale, dans les années 30, et d'autres expériences après sa crise, durant les années 50, démontrent l'inefficacité de cette méthode. En analysant les propositions pour construire la IV^{ème} Internationale, au moment où avait été constitué le « Bloc des quatre », Trotsky pensait que :

« La proposition d'appeler à une Conférence de tous les groupes qui se réclament de l'Opposition de gauche [...] reflète une tentative de faire reculer la quenouille et démontre un total manque de compréhension des conditions et des lois du développement d'une organisation révolutionnaire et des méthodes de sélection et d'éducation de ses cadres. Non seulement nous rejetons une telle attitude, mais nous

la condamnons pour être en contradiction totale avec la politique d'organisation du marxisme. »¹¹

« Il s'agit de l'élaboration des bases fondamentales de la politique révolutionnaire pour une longue période. Ce genre de problèmes n'a jamais été résolu par des conférences hétérogènes et improvisées. Au contraire, le manque de préparation politique, la convocation hâtive dans une atmosphère de désordre, serviront seulement à courir le risque d'augmenter le chaos idéologique et l'exaspération mutuelle des différents groupes. »¹²

Le besoin d'accords solides

La LIT-QI, et le courant moréniste qui lui a donné naissance, ont toujours défendu que les processus d'unification doivent être solides, préparés et discutés en profondeur et, si nécessaire, avec lenteur. En ce sens, nous proposons des critères clairs. Le premier est que la reconstruction de la IV^{ème} Internationale doit se baser autour d'un programme, c'est-à-dire dans la compréhension commune de la réalité et des tâches que nous proposons au prolétariat pour l'époque et pour l'étape actuelle. Le second critère est l'existence d'accords sur les faits fondamentaux de la lutte de classes et l'action conjointe à l'intérieur de celle-ci. Trotsky défendait ces mêmes critères, dans les années 30 :

« Sur le terrain de nos relations avec le SAP, le problème doit être réduit au programme, la tactique et le régime du nouveau parti. Il est évident que ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des formules générales abstraites mais la constatation, sur papier, de toutes les expériences des dernières années où les deux organisations ont participé. [...] Nous ne posons pas non plus les problèmes mécaniquement aux dirigeants. Nous leurs disons : "Avant d'arriver à une résolution définitive sur notre collaboration, que nous souhaitons la plus étroite possible, il est nécessaire d'avoir la pleine sécurité que nous partageons une même position en ce qui concerne les problèmes fondamentaux de la stratégie prolétaire. Voici nos positions fondées à la chaleur de la lutte de classes dans différents pays. Quelle est votre attitude envers ces problèmes ? Si vous n'avez pas une position définitive à ce sujet, nous essayons de les étudier ensemble, en commençant par les problèmes politiques les plus immédiats et brûlants." Je crois que cette façon de poser la question ne cache nullement un sectarisme. En gé-

néral, les marxistes ne peuvent pas le poser d'une autre façon. Il faut y ajouter que nous sommes disposés à collaborer dans l'action, sans attendre une réponse définitive à tous les problèmes en discussion. »¹³

Enfin, pour développer la discussion, il proposait : « *Les moyens techniques pour examiner les problèmes épineux ou non résolus ne sont pas difficiles à trouver : bulletin de discussion, un organe théorique conjoint, une série de discussions dans la direction et dans les groupes de base. »*

Avec qui reconstruire la IV^{ème} Internationale ?

Nous pensons d'abord que la reconstruction de la IV^{ème} Internationale est une tâche pour tous les révolutionnaires, et pas seulement pour les trotskystes. Nous faisons nôtres les mots de Trotsky quand il affirmait que, dans une IV^{ème} Internationale avec poids de masses, les trotskystes pourraient être une minorité. Une IV^{ème} Internationale reconstruite devra regrouper des révolutionnaires qui viennent de différentes traditions du marxisme sur la base de l'accord autour d'un programme révolutionnaire.

En ce sens, nous soutenons ce que nous disions dans le document approuvé dans notre congrès de 1997 : « *Nous affirmons, non sur la base d'une quelconque potentialité mais sur celle des faits historiques et de la réalité présente, que la reconstruction de la IV^{ème} Internationale, et de la LIT-QI pour faire face à cette tâche, aura lieu sur la base de la convergence avec des individus, des groupes et des partis qui non seulement ne viennent pas du trotskysme, mais pas même du marxisme. »¹⁴*

Deuxièmement, cette tâche ne peut pas se réaliser autrement qu'avec les organisations qui veulent construire aujourd'hui un parti mondial de la révolution socialiste. Il va de soi que nous ne pouvons pas nous regrouper avec des organisations qui sont contre cette tâche. Dans ce même document de 1997, nous disions : « *Les courants qui viennent du marxisme révolutionnaire, mais qui renoncent aujourd'hui à la lutte pour la construction d'un parti mondial de la révolution socialiste, peuvent entreprendre toutes les tâches qu'ils veulent, sauf celle de la reconstruction de la IV^{ème} Internationale. »¹⁵*

Nous ne pouvons pas non plus reconstruire la IV^{ème} Internationale avec tous ceux qui, se revendiquant trotskystes, ont depuis un certain

temps abandonné les principes du trotskysme. Ces courants ont traversé la frontière de classe vers la collaboration et la capitulation à la bourgeoisie. D'aucuns, comme le courant international appelé Secrétariat Unifié (SU), **usurpent le nom de la IV^{ème} Internationale**, et s'ils se revendiquent parfois encore à certains moments trotskystes, ils le font seulement pour profiter de l'attraction que la figure de Trotsky et le trotskysme ont sur les nouveaux militants révolutionnaires qui apparaissent.

Les organisations sectaires

Cette proposition ne signifie pas non plus regrouper les organisations sectaires qui se contentent de réciter le *Programme de Transition* mais sont incapables de trouver, ni même de chercher, avec ce programme, le chemin vers les masses. La dernière période a été prodigue à générer une infinité de ces petites sectes, comme un phénomène qui manifeste une réaction au « déluge opportuniste » et le virement vers l'opportunisme le plus complet de nombreuses organisations trotskystes. Toutefois, il s'agit d'une réaction déformée qui provoque tous types de déformations dégénératives dans ces organisations.

Comme il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau, ce n'est pas par hasard que Trotsky a considéré nécessaire de délimiter clairement la différence entre les révolutionnaires et les sectaires, dans un chapitre du *Programme de Transition*. La description qu'il en fait reste toujours d'actualité et s'applique à beaucoup de ces groupes actuels :

« Incapables de trouver un accès aux masses, ils les accusent d'incapacité pour s'élever jusqu'aux idées révolutionnaires. Ces prophètes stériles ne voient pas la nécessité de tendre le pont des revendications transitoires, parce qu'ils n'ont pas non plus le but d'arriver à l'autre bord. Comme un carrousel, ils répètent constamment les mêmes abstractions vides. Les événements politiques ne sont pas pour eux l'occasion de se lancer dans l'action, mais de faire des commentaires. Les sectaires, de la même manière que les illusionnistes et les magiciens, étant constamment réfutés par la réalité, vivent dans un état d'irritation continue. Ils se lamentent incessamment du "régime" et des "méthodes" et se consacrent à des intrigues mesquines. Dans leur propre cercle, ces messieurs exercent communément un régime despotique. La prostration politique du sectarisme ne fait que suivre

comme une ombre la prostration de l'opportunisme, sans ouvrir des perspectives révolutionnaires. Dans la politique pratique, les sectaires s'unissent à chaque pas aux opportunistes, surtout aux centristes, pour combattre contre le marxisme. »

Nous pensons qu'il est impossible de reconstruire la IV^{ème} Internationale avec des sectes bureaucratiques et des appareils, comme la Fraction Trotskyste, dirigée par les PTS de l'Argentine, qui ont complété les caractéristiques indiquées par Trotsky avec la politique de faire des appels permanents « au regroupement des révolutionnaires » avec la seule intention de parasiter des organisations trotskystes plus importantes et d'y gagner quelques militants. Ils se construisent ainsi dans une espèce de « cannibalisme politique » et de déloyauté permanente, et non par la véritable intervention dans la lutte de classes.

Nous rejetons spécialement la méthode utilisée fréquemment par ces organisations de pratiquer l'entrisme (et le travail fractionnel secret) à l'intérieur des organisations desquelles ils disent vouloir s'approcher. L'entrisme est une tactique qui peut seulement être admise dans des organisations ennemies et opportunistes; non dans des organisations révolutionnaires.

Pour cela, toute tentative de reconstruire la IV^{ème} Internationale avec ces groupes signifiera, inévitablement, la paralysie provoquée par d'interminables luttes internes.

La nécessité de relations loyales et fraternelles

En signalant cette délimitation claire avec les groupes sectaires et leur méthodologie, nous commençons déjà à signaler un autre critère fondamental pour un projet de reconstruction de la IV^{ème} Internationale. Les relations entre organisations révolutionnaires doivent avoir pour but un rapprochement de positions et d'actions en commun, pour avancer vers une unification dans la mesure où il y a des accords solides.

Voilà pourquoi c'est une condition préalable que ces relations se basent sur **une méthode commune d'honnêteté, de droiture et de loyauté**, c'est-à-dire, dans un cadre de respect mutuel, chercher les accords qui nous unissent et examiner très clairement les différences qui existent. S'il y a des accords fondamentaux, on pourra avancer vers une unification. Dans le cas contraire, même si l'unification n'a pas

lieu, on pourra maintenir des relations fraternelles et des accords de moindre niveau. Nous réitérons que cette méthode implique le rejet de l'entrisme entre organisations reconnues comme révolutionnaires, et de tout type de manœuvres fractionnaires.

La LIT-QI se met à la disposition des révolutionnaires comme un outil pour reconstruire la IV^{ème} Internationale

Jusqu'ici, nous avons indiqué l'orientation concernant le programme, la méthode et les acteurs avec lesquels nous proposons de reconstruire la IV^{ème} Internationale. Toutefois, il reste un point central à examiner : quel est **le cadre organisationnel** pour pouvoir la reconstruire ?

Face à cette question, la LIT se met à la disposition des organisations révolutionnaires et des militants révolutionnaires du monde entier comme un outil et un espace démocratique pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale.

Nous ne nous sommes jamais définis comme « le seul courant international révolutionnaire dans le monde » et nous ne prétendons pas l'être. Nous nous sommes unifiés récemment avec un autre courant révolutionnaire international (le CITO). Une importante organisation nationale (le PdAC d'Italie) est récemment entrée à la LIT-QI. Et nous sommes en discussions avec une autre organisation internationale (l'UIT).

Il est très probable qu'apparaissent d'autres courants révolutionnaires nationaux et internationaux qui soient disposés à construire une Internationale révolutionnaire en suivant le modèle de la III^{ème} et de la IV^{ème}, dans le cadre de facteurs tels que l'aggravation de la lutte de classes ainsi que la trahison et la crise des appareils et de la grande majorité des courants internationaux du trotskysme.

Ce dernier facteur s'avère d'une importance particulière. Les organisations « trotskystes » ont passé la frontière de classes. Ils sont passés à la collaboration, au soutien ou à la participation ouverte avec des gouvernements bourgeois. C'est-à-dire qu'ils ont cessé d'être des organisations trotskystes, qu'ils ont abandonné des principes de base du marxisme. Cohérents avec ces positions, ils ont abandonné la stratégie

de la révolution socialiste mondiale et la tâche de construire la IV^{ème} Internationale.

Le « mouvement trotskyste », considéré comme un ensemble d'organisations et de courants qui, au-delà de leurs différences, maintenaient leur indépendance envers les appareils bourgeois sociaux-démocrates, staliniens, nationalistes-bourgeois ou petits-bourgeois (bien qu'ils y capitulaient politiquement dans plusieurs cas) est arrivé à sa fin, n'existe plus. La majorité de ses organisations, même si elles continuent à exister ou se sont même fortifiées, ne sont plus indépendantes ; ce sont des appendices de gauche du castro-chavisme, de la social-démocratie ou d'appareils nationaux.

Dans le cadre de ce virage majoritaire vers la droite, la LIT-QI s'est maintenue, avec d'autres organisations, comme une organisation internationale de principes. Nous sommes ouverts à des unifications avec d'autres courants révolutionnaires internationaux, et même à nous intégrer à une autre organisation, si celle-ci est qualitativement plus forte, dans la mesure où nous avons des accords de programme et de méthode.

Dans l'immédiat, nous mettons tout le patrimoine politique et militant de la LIT-QI, sa structure de sections et de publications, au service de la reconstruction de la IV^{ème} Internationale. Dans un certain sens nous le faisons déjà en réalisant notre 9^{ème} Congrès, ainsi que ses discussions respectives de pré-congrès, ouvert à plusieurs organisations avec lesquelles nous sommes en discussion.

Dans les conditions actuelles, la LIT-QI est un « espace naturel » pour que les courants révolutionnaires s'intègrent et agissent internationalement, débattent et interviennent dans les centres de la lutte de classes et apportent à la nécessaire actualisation du programme que les changements dans la situation mondiale exigent.

Pour cela, **nous mettons notre organisation internationale à disposition de tous les courants internationaux ou organisations nationales révolutionnaires, pour qu'ils la prennent comme un instrument pour construire cette Internationale révolutionnaire, c'est-à-dire pour reconstruire la IV^{ème} Internationale.**

Cette attitude ne représente aucun type d'autoproclamation. Nous ne sommes pas la IV^{ème} Internationale reconstruite et nous ne nous considérons pas comme telle. Il s'agit d'une tâche qui reste à faire et nous

espérons pouvoir la réaliser avec tous les révolutionnaires disposés à l'assumer.

Depuis sa fondation, cette conception a été exprimée dans les Statuts de la LIT :

« La LIT-QI ne proclame pas être la direction révolutionnaire du prolétariat mondial, et elle ne représente pas le dépassement de la crise actuelle de la Quatrième Internationale. Mais pour le moment, elle constitue la seule organisation mondiale démocratiquement centralisée qui lutte pour ces objectifs. La LIT-QI réaffirme que la crise de direction révolutionnaire va se résoudre au cours de la mobilisation de masses, au moyen d'accords et de fusions avec d'autres tendances et organisations qui, poussés par la montée, s'engagent dans la lutte contre les appareils contre-révolutionnaires staliniens, sociaux-démocrates, les bureaucraties syndicales et les courants opportunistes petit-bourgeois nationalistes et contre le révisionnisme qui se revendique trotskyste mais qui capitule face à eux. »

Démocratie et centralisme dans la reconstruction de la IV^{ème} Internationale

Nous savons qu'en dépit de cette déclaration, il y a des organisations qui ont des doutes concernant le fonctionnement centralisé d'une Internationale. Il est évident que les expériences négatives du passé ont contribué à cela. C'est pourquoi, nous pensons qu'il faut aborder cette discussion.

En défendant la proposition d'une organisation qui fonctionne avec un régime centraliste démocratique, nous rejetons la conception d'une internationale fédérative. Nous nous basons sur des raisons objectives et subjectives; historiques et actuelles. Dans les *Thèses de Fondation de la LIT* où nous mettons la situation de la lutte de classes en rapport avec le régime de l'Internationale, nous disions :

« Nous affirmons que la nécessité d'une direction internationale, de la structuration d'une organisation avec centralisme démocratique, aura tendance dans le futur à croître, et non à diminuer. Il en est ainsi parce que la situation objective - l'écroulement et le discrédit vertigineux des appareils - est en train d'ouvrir au trotskysme des occasions comme jamais il n'y en a eu. De grands courants qui rompent

avec les vieux appareils et qui se sont radicalisés, naviguent objectivement vers le port du trotskysme. Ces grandes occasions impliquent également les plus grands dangers. »

Ce n'est pas par hasard que dans cette même Thèse était expliqué comment l'expérience terrible de la longue crise de la IV^{ème} Internationale, les déviations révisionnistes et le national-trotskysme, ont forcé le trotskysme principal à une « longue marche » de plusieurs décennies pour reconstruire une organisation internationale :

*« Finalement, nous affirmons que, sans aucune exception, toutes les expériences de fédéralisme ou de trotskysme national ont terminé dans la poubelle de l'Histoire. Nous voulons, comme c'est notre norme, appeler les choses par leur nom : fédéralisme est synonyme de dissolution ; fédéralisme est aujourd'hui laisser le SU révisionniste comme seule direction trotskyste internationale. Cela signifie purement et simplement la liquidation. Nous disons également que, nulle part au monde, le trotskysme n'a connu jusqu'à présent un parti fédéraliste qui n'ait pas dégénéré. Pour nous, les développements de Lambert et de Healy ne sont pas dus au hasard. Ce n'est pas non plus par hasard que le SWP, fédéraliste depuis toujours, est le parti du SU le plus corrompu par Castro. En résumé, aussi bien l'expérience de cette longue marche, difficile et retardée, pour construire une direction révolutionnaire internationale, que l'actuel panorama mondial de la lutte de classes, nous confirment la nécessité de **compter avec une organisation internationale, régie par le centralisme démocratique.** »*

En maintenant cette conception, nous croyons **qu'actuellement le pôle démocratique doit avoir le plus grand poids** dans une Internationale, et la LIT-QI fonctionne ainsi aujourd'hui. En ce sens, la LIT-QI est déjà un espace démocratique pour toutes les organisations révolutionnaires et doit l'être de plus en plus.

Sous cet aspect, les Statuts de la LIT-QI expliquent que « *jusqu'à ce que la direction internationale soit éprouvée dans la lutte de classes et fondée sur des partis avec influence de masses, les relations entre le Comité Exécutif International et les sections se conformeront aux normes suivantes :* » et ils affirment que : « *Le CEI ne pourra s'ingérer dans aucune section officielle ou sympathisante, ni l'obliger à mettre en oeuvre une tactique ou une ligne politique ou d'organisation nationale.* »

Nous sommes tellement convaincus de la nécessité de ce caractère démocratique de la LIT-QI que nous qui sommes aujourd'hui sa direction, sommes disposés à être une minorité au cas où nous nous unissons avec de nouvelles organisations. Comme révolutionnaires, nous ne combattons pas pour des postes, ni pour des appareils syndicaux ou parlementaires, ni même pour l'appareil de la LIT-QI. Nous luttons pour un programme révolutionnaire. Si nous arrivons à des accords solides concernant le programme avec différentes organisations, et que cela signifie être une minorité dans la LIT-QI, nous accepterons avec plaisir cette situation parce qu'elle signifiera un saut dans la reconstruction de la IV^{ème} Internationale. Nous sommes convaincus que l'espace démocratique de cette « nouvelle LIT » sera maintenu, parce que l'unification avec ces organisations sera faite sur la base d'une méthode saine et démocratique qui sera toujours en vigueur dans la « nouvelle » Internationale unifiée.

Nous appelons les organisations révolutionnaires du monde entier à envisager ensemble la reconstruction de la IV^{ème} Internationale.

La LIT-QI est fermement convaincue que la situation mondiale ouvre de nouvelles possibilités pour nous rapprocher de notre tâche historique : la construction d'une internationale révolutionnaire, ce qui, pour nous, signifie la reconstruction de la IV^{ème} Internationale. La nouvelle situation de la lutte de classes, l'expérience de l'avant-garde et d'un secteur des masses avec les gouvernements de front populaire et le processus de réorganisation du mouvement de masses, ouvrent de nouvelles possibilités de regroupement de révolutionnaires, c'est-à-dire de reconstruire la IV^{ème} Internationale.

La LIT-QI et toutes les organisations qui se revendiquent révolutionnaires et de principes, avons devant nous cette responsabilité. Nous sommes appelés à accomplir un rôle d'avant-garde dans ce processus, c'est-à-dire faire face au défi et à l'opportunité de reconstruire la IV^{ème} Internationale.

Depuis la LIT-QI, nous sommes disposés à l'assumer et nous le faisons déjà. Avec cette disposition, nous faisons un appel à toutes les organisations révolutionnaires pour que nous nous unissions dans cette

tâche. De son accomplissement dépendra la possibilité du triomphe de la Révolution socialiste mondiale.

¹ Thèses de fondation de la LIT(QI), point 6

² Statuts de la LIT

³ Ibidem

⁴ Thèses sur la reconstruction de la IV^{ème} Internationale (Thèse 15)

⁵ Déclaration de la délégation Bolchevique Léniniste à la Conférence des organisations socialistes et communistes de gauche, 17.08.1933

⁶ Ibidem

⁷ Ibidem

⁸ Lettre ouverte au camarade Burham, 07.01.1940 (dans *Défense du Marxisme*)

⁹ D'une égratignure au danger de gangrène, 24.01.1940 (dans *Défense du Marxisme*)

¹⁰ Ibidem.

¹¹ Tâches et méthodes de l'Opposition de gauche internationale - décembre 1932

¹² L'Opposition de gauche et le SAP - 27.04.1933

¹³ Ibidem

¹⁴ Thèses sur la reconstruction de la IV^{ème} Internationale

¹⁵ Ibidem

Les **soulignés** dans les citations ne sont pas nécessairement de l'auteur original.

Le « trotskysme réformiste » franchit la frontière de classes

Bernardo Cerdeira

Historiquement, la confrontation autour de la participation des organisations de gauche dans des gouvernements bourgeois « progressistes », ou l'appui à ces gouvernements, a été une ligne de partage des eaux dans le mouvement ouvrier international. Traditionnellement, ce débat a marqué une confrontation entre les courants réformistes - qui défendaient la collaboration avec la bourgeoisie « progressiste » - et les secteurs révolutionnaires.

C'était le cas dans la confrontation entre l'aile réformiste et les secteurs révolutionnaires lors de la discussion sur la participation de Millerand dans un gouvernement bourgeois en France, avant la Première Guerre mondiale.

Cela a été aussi l'essentiel de la confrontation de Lénine, avec les mencheviks et l'aile opportuniste du parti bolchevik, conduite par Kamenev-Staline, qui ont soutenu le Gouvernement Provisoire bourgeois du prince Lvov en Russie, en février 1917.

Le 6^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste a décidé en 1935 la politique de front populaire, c'est-à-dire une politique permanente d'alliance des organisations ouvrières opportunistes avec un secteur de la bourgeoisie impérialiste. A partir de là, la politique de collaboration de classes des partis ouvriers opportunistes avec des secteurs bourgeois, ainsi que l'appui à des gouvernements de coalition de classes et la participation dans ceux-ci, a non seulement été défendue par les partis social-démocrates et staliniens ; elle a été mise en oeuvre comme une « politique d'Etat » par l'URSS. Un des exemples les plus clairs est l'imposition par le gouvernement de l'URSS, dans l'après-guerre de 1945, aux Partis Communistes de la France et de l'Italie - qui avaient des conditions de combattre pour la conquête du pouvoir - d'entrer dans des gouvernements bourgeois, afin de respecter les accords de Yalta et de Potsdam et garder ces deux pays dans le « camp occidental » et capitaliste.

La IV^{ème} Internationale, dirigée par Léon Trotsky, a vu le jour dans la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne et contre cette politique traître des partis communistes, parmi d'autres combats. La question de la lutte contre le front populaire a caractérisé le trotskysme en France, en 1936, et en Espagne, pendant la révolution et la guerre civile de 1936 à 1939.

Toutefois, 70 ans après la fondation de la IV^{ème} Internationale, ce début du 21^{ème} siècle a vu apparaître une aberration sur ce terrain : l'apparition d'organisations qui se revendiquent « trotskystes », ou d'origine trotskyste, mais qui participent dans des gouvernements bourgeois de collaboration de classes ou populistes de gauche, ou les soutiennent.

Cela a été le cas plus fréquemment en Amérique latine, en correspondance avec la vague d'élections de gouvernements de front populaire, ou populistes de gauche. Nous y retrouvons la participation de *Démocratie Socialiste* (ancienne section du courant international Secrétariat Unifié - SU, organisation qui se considère « la » IV^{ème} Internationale) dans le gouvernement Lula, ainsi que l'appui au gouvernement de Chavez de plusieurs courants internationaux qui se revendiquent trotskystes (la TMI dirigée par Alan Woods, le MES du Brésil, le MST de l'Argentine, Marée Socialiste du Venezuela, le SU et le courant international dirigé par le SWP de l'Angleterre). Mais cette collaboration est aussi apparue en Europe, par exemple, pendant le gouvernement bourgeois de Romano Prodi, qui a pu compter avec la participation du Parti de la Refondation Communiste (auquel participait la section italienne du SU).

Ce qui dans le passé arrivait seulement de manière épisodique, et sous la forme d'une capitulation déguisée par un discours révolutionnaire (par exemple, l'appui du SU au gouvernement du Front Sandiniste de Nicaragua, en 1979), est maintenant une orientation généralisée.

Toutefois, si la participation ou l'appui de ces courants à ces gouvernements est un fait, les justifications politiques et théoriques de leurs dirigeants sont elliptiques et se basent sur des arguments délibérément confus. Cette « gymnastique » intellectuelle est indispensable parce qu'il est nécessaire de dissimuler la rupture totale de ce type de « trotskysme » avec les principes du marxisme révolutionnaire, défen-

du par Lénine et Trotsky et par la tradition elle-même de la IV^{ème} Internationale.

Dans cet article nous nous concentrons sur l'analyse des positions du SU, non seulement parce que c'est le courant international d'origine trotskyste le plus important, mais aussi parce qu'il nous paraît être la « matrice » théorique de ce saut opportuniste.

Le SU et la stratégie : Front populaire ou Gouvernement des travailleurs ?

Daniel Bensaid, un des principaux dirigeants du SU et de la Ligue Communiste Révolutionnaire de France, a traité le thème dans un article publié en 2006 sous le titre « *le début d'un nouveau débat: le retour de la stratégie* ».

En annonçant ce qu'il appelle le « *retour de la politique* » - une conséquence, selon lui, de la montée de la lutte populaire durant les premières années de ce siècle - et la reprise des débats stratégiques, Bensaid traite de plusieurs thèmes comme l'expérience des révolutions du 20^{ème} siècle, la grève générale insurrectionnelle, la guerre populaire prolongée, le programme de revendications transitoires et d'autres. Dans cet article, nous nous limitons au thème du gouvernement des travailleurs et des gouvernements de collaboration de classes, ainsi qu'à la position des organisations révolutionnaires concernant ceux-ci.

En abordant le problème de la conquête du pouvoir national par la classe ouvrière, et du programme de revendications transitoires nécessaire pour mobiliser les masses vers cet objectif, Bensaid pondère que « *la question la plus compliquée de la dimension transitoire est celle du "gouvernement des travailleurs"* ». En développant son raisonnement, l'auteur réfléchit sur le débat qui a eu lieu dans le 5^{ème} Congrès de la III^{ème} Internationale sur le bilan de la révolution allemande de 1923 et les gouvernements social-démocrates avec participation des communistes de Saxe/Thuringe (été de 1923). La discussion a abordé plusieurs aspects, dont le principal était si le mot d'ordre de « gouvernement des travailleurs » (ou « gouvernement ouvrier et paysan ») devait être un synonyme de la dictature du prolétariat ou d'un gouvernement des partis ouvriers réformistes. Et, dans ce dernier cas, si les communistes pouvaient le soutenir ou, même, y participer.

En indiquant les contradictions et les difficultés du débat, Bensaid propose une définition de critères qui, à son avis, permettraient la participation dans ce qu'il appelle un « gouvernement de coalition » :

« Ce serait irresponsable de donner une solution universellement valable, mais trois critères peuvent être combinés afin d'évaluer la participation à un gouvernement de coalition dans une perspective transitoire :

a) La question de la participation apparaît dans une situation de crise ou au moins d'une montée significative dans les mobilisations sociales, et non dans le vide.

b) Le gouvernement en question devra assumer le compromis du début d'une dynamique de rupture avec l'ordre établi. Par exemple, [...] une réforme agraire radicale, des "incursions despotiques" dans le dominion de la propriété privée, l'abolition de privilèges fiscaux, une rupture avec les institutions comme celles de la cinquième république en France, les Traités européens, les Accords militaires, etc.

c) Finalement, la relation de forces permet aux révolutionnaires d'assurer que, même quand ils ne parviennent pas à garantir que les non-révolutionnaires dans le gouvernement accomplissent leurs promesses, ceux-ci payent un prix important pour leur non-accomplissement. »

Mais, surprise, en prenant comme base ces critères, Bensaid se met à évaluer la participation de *Démocratie Socialiste* dans le gouvernement de Lula, où un de ses dirigeants, Miguel Rosetto, a participé comme ministre de la Réforme Agraire. Selon Bensaid, l'option d'entrer dans le gouvernement de Lula aurait été une erreur, bien que circonstancielle, « tactique » et non de principes. Voyons avec ses propres mots comment il l'explique :

« A la lumière de ces critères, la participation au gouvernement de Lula au Brésil se présente comme une erreur:

a) Durant les dix dernières années, les mouvements de masses se trouvent en recul, à l'exception du mouvement des sans-terre;

b) La campagne électorale de Lula et sa "Charte aux Brésiliens" annonçaient clairement une politique social-libérale, en hypothéquant d'avance le financement de la réforme agraire et du programme "faim zéro" ;

Finally, the relation of forces in the party and the government was such that, with a semi-ministry of agriculture, it was not about supporting the government "like the rope supports the hanging", but like a hair on a needle that cannot support. This means, and taking into account the history of the country, its social structure and the origin of the PT, we chose not to make of this question a question of principles (even if we orally expressed our reservations to the comrades on participation and we alerted them on the dangers). We preferred to accompany the experience in a way to elaborate a bilan with the comrades, instead of giving lessons from a distance. »

Illusionnisme opportuniste

Même si cet acte de magie, un véritable « illusionnisme » théorique, a été bien monté, il n'est pas difficile de démasquer l'auteur. En introduisant la discussion sur le « gouvernement des travailleurs » lors de la révolution allemande, pour établir ensuite des critères généraux et les appliquer de façon critique à la participation de *Démocratie Socialiste* dans le gouvernement Lula, Bensaid veut donner l'impression qu'il s'agit de la même discussion.

Rien de plus faux. La discussion qui a eu lieu dans la III^{ème} Internationale était sur la correction ou non de participer dans un gouvernement des travailleurs, formé par des partis ouvriers réformistes, **sans la participation de partis bourgeois**. C'est la fameuse « hypothèse théorique très peu probable » - que les partis ouvriers opportunistes rompent avec la bourgeoisie et assument le pouvoir - que Trotsky mentionne dans le Programme de Transition. C'est à discuter si le parti révolutionnaire doit participer ou non à ce type de gouvernement et, au cas où il le pourrait, dans quelles conditions. C'est pourquoi le débat a eu lieu dans la III^{ème} Internationale, limité toutefois à ces circonstances.

Le cas du gouvernement Lula est totalement différent. Depuis le début, c'était un gouvernement d'alliance entre des secteurs de la bourgeoisie nationale et l'impérialisme avec les principaux partis ouvriers opportunistes du pays (principalement le PT, mais aussi le PCdoB) et les principales centrales syndicales (CUT et Force Syndicale). La bourgeoisie était représentée, parmi d'autres ministres, par Roberto

Rodrigues, ministre de l'agriculture et représentant du grand capital lié à l'agrobusiness ; Furlan, propriétaire de l'entreprise Sadia, un des plus grands groupes exportateurs d'aliments du pays, de capital monopoliste national ; et par Henrique Merelles, président de la Banque Centrale, ancien président du Bank of Boston.

Il s'agit d'un gouvernement de coalition entre les organisations ouvrières opportunistes et des secteurs de la bourgeoisie nationale et impérialiste, c'est-à-dire un gouvernement de collaboration de classes, communément connu dans la littérature politique de tradition trotskyste comme un gouvernement de front populaire, en référence à la politique adoptée par le stalinisme en 1935. Le trotskysme a toujours caractérisé ce type de gouvernement comme **bourgeois**, bien qu'« anormal » parce que la classe ouvrière le voit comme « son gouvernement », dans la mesure où ses représentants y participent.

Par conséquent, pour qui est bien familiarisé avec les principes et les fondements du marxisme, comme c'est évidemment le cas de Bensaid, il ne peut y avoir aucun doute que le gouvernement Lula a toujours été, dès le début, un **gouvernement bourgeois** de fond en comble. Il y a même des organisations trotskystes qui se demandent si le gouvernement de Lula doit être caractérisé comme de front populaire ou si ce serait un gouvernement bourgeois « normal ». Ceci est discutable. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il s'agit d'un gouvernement bourgeois.

Etant donné qu'il s'agit d'un gouvernement bourgeois, les critères de participation tels que « *la montée dans les mobilisations sociales* », « *la dynamique de rupture avec l'ordre établi* » ou « *le rapport de forces* », tous circonstanciels, ne sont absolument pas pertinents car il y a **un problème de principe** qui s'oppose aux autres : les révolutionnaires ne participent jamais dans un gouvernement bourgeois.

En essayant d'utiliser les critères cités et d'autres éléments, comme « *l'histoire du pays, sa structure sociale et l'origine du PT* », et non un problème de principes, pour juger la politique de *Démocratie Socialiste*, Bensaid essaye d'établir un précédent théorique et politique : la définition de ce que l'appui à des gouvernements bourgeois de collaboration de classes ou la participation dans ceux-ci serait une question tactique.

La position de Trotsky sur le front populaire.

Il ne peut pas y avoir des doutes concernant la caractérisation et la position de Trotsky sur le front populaire. Le révolutionnaire russe caractérisait ce type d'alliance comme un front **contre-révolutionnaire**, et le gouvernement qui en émane comme un gouvernement bourgeois. Rien de mieux que de reproduire sa caractérisation du front populaire, formé entre le Parti Socialiste, le Parti Communiste et le Parti Radical en France en 1936, avec ses propres mots : « *Le "front populaire" est une coalition du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste, représentée par le Parti Radical et d'autres pourritures de la même espèce et de moindre envergure. La coalition s'étend au terrain parlementaire.* »¹

Par la suite, il insiste encore davantage sur la caractérisation du front populaire : « *Le "front populaire", dans sa forme actuelle, n'est rien d'autre que l'organisation de la collaboration de classes entre les exploités politiques du prolétariat (réformistes et staliniens) et les exploités de la petite-bourgeoisie (les radicaux).* »

Beaucoup pourraient se demander pourquoi c'est une question de principes pour les révolutionnaires de ne pas participer dans des alliances et des gouvernements de ce type ni les soutenir politiquement. Au fond, un gouvernement ne pourrait-il pas avoir ainsi quelque chose de progressiste, face à d'autres gouvernements bourgeois ?

Le problème est que ce type de gouvernement apparaît justement à des moments de montée, ou quand la classe ouvrière et les masses menacent la domination de la bourgeoisie avec leurs actions révolutionnaires, ou quand, dans une situation pré-révolutionnaire, des contradictions s'accumulent qui vont en ce sens. Dans ces conditions, un secteur de la bourgeoisie fait appel à une alliance avec des organisations ouvrières opportunistes pour freiner ou dévier la montée des masses.

Trotsky, en prenant le front populaire de la France comme exemple, expliquait que l'objectif de ce type de coalition et de gouvernement est de « *freiner le mouvement de masses en l'orientant en direction de la collaboration de classes* ». Par la suite il insiste qu'à un moment où « *les masses sont impatientes et prêtes à exploser, un frein plus solide*

*devient nécessaire, avec la participation des "communistes". Les manifestations communes, les marches avec un grand spectacle, l'union du drapeau de la Commune avec le drapeau de Versailles, les cris, la démagogie, tout ceci n'a pas d'autre objectif que de **contenir et de démoraliser le mouvement de masses.** »*

Qui plus est, il finit par identifier le front populaire avec sa tâche contre-révolutionnaire, créant ainsi une caractérisation fonctionnelle extrêmement utile. Pour lui, cela pouvait se résumer ainsi : « *la définition du front populaire : **une valve de sécurité contre le mouvement de masses** ».*

Trotsky soulignait que la bourgeoisie (représentée par le Parti Radical) agissait dans le front populaire en empêchant les organisations ouvrières d'agir et en les paralysant, si celles-ci se voyaient sous la pression des masses pour s'occuper de leurs revendications : « *Sur les deux terrains, le Parti Radical, qui conserve toute sa liberté d'action, limite brutalement la liberté d'action du prolétariat.* »

De cette manière, en paralysant et en démoralisant le mouvement ouvrier et les masses, le front populaire prépare les futures défaites du prolétariat, par la voie électorale ou, y compris, en permettant que la bourgeoisie prépare un putsch militaire contre-révolutionnaire. Le putsch de Pinochet contre le gouvernement de l'Unité Populaire de Salvador Allende au Chili, en 1973, est un exemple qui ne laisse pas de doutes.

Par conséquent, pour Trotsky, la question de la participation d'organisations ouvrières dans des gouvernements bourgeois était une trahison évidente aux principes révolutionnaires. C'est-à-dire, ne pas participer dans ces gouvernements, ni les soutenir, était une question de principes.

Trotsky soulignait que, même dans les conditions les plus difficiles vécues par la jeune république soviétique, pendant la guerre civile et pendant la crise économique brutale qui l'a suivie, l'Internationale Communiste n'a jamais orienté aucune de ses sections à faire un front avec la bourgeoisie nationale.

« *De 1918 à 1923, quand la diplomatie soviétique a été obligée fréquemment de s'accommoder avec des pirouettes et d'accepter des accords, jamais une section de l'Internationale Communiste a eu l'idée qu'elle pouvait faire un bloc avec sa bourgeoisie !* »

En réfutant la calomnie stalinienne, qui affirmait que la politique de front populaire était inspirée par Lénine, Trotsky défiait « *ces messieurs les faussaires d'indiquer dans quelle phase, à quel moment et dans quelles circonstances le parti bolchevique a fait en Russie un semblant de front populaire.* »

Ensuite, il expliquait que Lénine adoptait une position de principe radicalement opposée à une alliance avec des secteurs bourgeois. Selon Trotsky, Lénine n'acceptait « *ni de "programmes" communs, ni d'organisations permanentes, ni de renoncement à critiquer les alliés* ».

Finalement, sur la politique que les révolutionnaires devraient adopter sur ce type de front de collaboration de classes, Trotsky défendait une position catégorique sur le front populaire et sur la direction opportuniste de la classe ouvrière, dans les termes suivants :

« La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de la direction actuelle. Dans ces conditions, la consigne d'"unité" se transforme non seulement en stupidité, mais en crime. Aucune unité avec les agents de l'impérialisme français et de la Société des Nations. »

Un « trotskysme » qui n'est déjà plus trotskyste

Si les positions classiques de Lénine et de Trotsky étaient tellement claires, et s'il est évident que les gouvernements actuels de collaboration de classes, comme celui de Lula, sont aussi bourgeois et pro-impérialistes que les fronts populaires des années 1930, alors la conclusion inévitable est que ces organisations ne sont plus trotskystes. Comme nous l'affirmons au début, le SU est l'exemple le plus achevé de cette dégénérescence.

Ce changement de qualité devient plus clair quand nous faisons la comparaison avec le passé de ces mêmes organisations. La capitulation du SU à des gouvernements bourgeois n'est pas neuve. Dans la révolution bolivienne de 1952, le Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR), section de la IV^{ème} Internationale, orienté par la direction de cette même Internationale, a soutenu « de façon critique » le gouvernement bourgeois du MNR de Paz Estensoro et n'a pas repris la revendication que la Centrale Ouvrière bolivienne (COB) prenne le pouvoir. Cela a été une capitulation honteuse qui a contribué à la défaite de la révolution bolivienne, dans la mesure où le POR avait une

grande influence politique dans la Fédération des Mineurs et dans la COB.

Mais malgré ces capitulations, la direction du SU était obligée de respecter une frontière minimale de classes : ne pas participer dans des gouvernements bourgeois. Le cas du Lanka Sama Samaja Party (LSSP, Parti Socialiste des Travailleurs de Ceylan, l'actuel Sri Lanka) est particulièrement exemplaire. C'était à l'époque, avec le POR, un des partis trotskystes avec le plus d'influence politique de masses dans le monde. Le LSSP avait des députés depuis les années 1930, et avait une grande influence dans une centrale syndicale et dans des fédérations de fonctionnaires.

Toutefois, en 1964, le Secrétariat Unifié a expulsé la majorité du LSSP de ses rangs parce que celle-ci avait décidé de soutenir le gouvernement bourgeois de front populaire du Premier ministre Sirimavo Bandaranaike, et d'y participer. Le LSSP s'est divisé. Une minorité s'est opposée à la décision de participer dans ce gouvernement bourgeois et a constitué un autre parti, soutenu et reconnu par la direction du SU. Il est intéressant de voir que les arguments défendus par cette minorité pour rompre, se basent précisément sur des raisons de principe, en rapport direct avec la décision de la majorité de participer dans le gouvernement bourgeois. La résolution de la Conférence qui a fondé le nouveau parti affirmait :

« La décision de la majorité réformiste du LSSP d'entrer dans une coalition avec le gouvernement capitaliste du SLFP [...] et de devenir donc un instrument de la classe capitaliste en Ceylan, constitue une violation complète des principes de base du trotskysme sur lequel est fondé le programme révolutionnaire du Parti. Cette dégénérescence est le résultat logique de la ligne parlementaire réformiste que la majorité de la direction du Parti suit depuis plusieurs années ; de la substitution de la lutte de classes et les perspectives révolutionnaires par la lutte réformiste et parlementaire ; et du recrutement systématique d'éléments non-révolutionnaires pour le parti sur cette base. Vu cette situation, les révolutionnaires du LSSP ont décidé de s'organiser sur la base du programme du parti. Par conséquent, ils se retirent dorénavant de la Conférence et fonctionneront comme une organisation séparée avec le nom de Lanka Sama Samaja Party - Revolutionary Section (LSSR-RS). »²

Comme réponse, le Secrétariat Unifié a envoyé un message au LSSP-RS en disant qu'il était d'accord pour « *reconnaître cette Conférence d'Urgence comme la constitution officielle de l'organisation qui représente la continuité du mouvement trotskyste en Ceylan, et créditer celle-ci pour parler et agir dans toute affaire concernant la section de la Quatrième Internationale en Ceylan* ». ³

Il est évident qu'il y avait dans cet important épisode une ligne de classe qui ne pouvait pas encore être franchie. Le SU d'alors adoptait déjà une politique de capitulation permanente aux partis petits-bourgeois et bureaucratiques (c'était le cas dans la révolution bolivienne de 1952), mais il se maintenait comme un courant trotskyste indépendant des grands appareils social-démocrates et communistes. Aujourd'hui, il a avancé un pas vers une organisation opportuniste réformiste qui fait partie de gouvernements bourgeois et il développe ouvertement des théories sur l'« opportunité » d'y participer, à partir de considérations « tactiques ».

L'abandon de la dictature du prolétariat

Le reniement à ce point de la politique et des principes défendus par Lénine, contre la social-démocratie, et par Trotsky, contre le stalinisme et son front populaire, ne pourrait pas avoir lieu sans une mise en question plus profonde des bases du marxisme lui-même. C'est inévitable. Ce n'est donc pas par hasard que, dans le même article sur la stratégie, Bensaid prend la défense de l'élimination de l'expression ***dictature du prolétariat*** des statuts de la LCR, lors d'une conférence de cette organisation. La justification est la forme, puisque, selon lui, le terme « dictature » aurait aujourd'hui une connotation négative :

« *La question du gouvernement des travailleurs nous mène inévitablement à la question de la dictature du prolétariat. Une conférence de la LCR a décidé par la majorité de plus des deux tiers d'en supprimer la mention dans les statuts. Cela a été une décision correcte. De nos jours, le terme "dictature" évoque plus facilement les dictatures militaires ou bureaucratiques du 20^{ème} siècle que la vénérable institution romaine de pouvoirs d'urgence temporaires dûment mandatés par le Sénat. Depuis que Marx a considéré la Commune de Paris comme "la forme politique achevée" de cette dictature du prolétariat, nous serions mieux compris si nous utilisons la référence à la Commune, au*

soviet, aux conseils ou à l'autogestion, qu'en nous maintenant prisonniers d'un mot fétiche que l'histoire a transformé en une source de confusion. »

D'abord, il faut s'occuper de la fausse discussion sur la forme. Cette justification ne tient pas. Cela pourrait être matière de discussion si nous parlions d'une façon de populariser, ou de rendre plus accessible, le concept de « dictature du prolétariat ». Dans ce cas, nous pourrions parler de « gouvernement ouvrier et paysan », de « gouvernement des travailleurs », de « gouvernement des soviets ou des conseils ouvriers », etc.

Mais, même si Bensaid mentionne d'autres formes par lesquelles « nous serions mieux compris », il est très facile de voir qu'il ne s'agit pas de cela. Le changement a été fait dans le document constitutif de la LCR, ses statuts. Les statuts sont un document qui trace les objectifs généraux, les normes et les principes organisationnels d'une organisation pour ses militants, ses nouveaux membres et ses sympathisants. Ce n'est pas un document d'agitation ou de propagande externe, mais il a une grande importance pour l'éducation interne des militants.

Il est évident, pour les militants et sympathisants de la LCR, qu'il y a eu un changement fondamental, relatif au programme, dans leur organisation, qui n'a dorénavant plus comme **objectif fondamental** la lutte pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir pour **instaurer une dictature du prolétariat**.

Il faut donc aller au problème de contenu. Personne n'a mieux synthétisé que Trotsky l'objectif d'un parti ou d'une Internationale révolutionnaire : « *Notre programme se résume en trois mots : dictature du prolétariat* ».

Lénine rejoint Trotsky dans cette définition. Pour lui, la dictature du prolétariat est « *le contenu essentiel de la révolution prolétarienne* ». Et il souligne : « *On peut affirmer sans crainte d'exagérer que c'est le problème principal de toute la lutte de classe du prolétariat.* »⁴

Le caractère central, décisif, que les deux grands dirigeants de la première dictature révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire donnaient à ce concept, n'est pas dû au hasard. C'est l'objectif central du programme du parti révolutionnaire pour la révolution socialiste. Selon les termes de Marx :

« *Entre la société capitaliste et la société communiste, il y a la période de la transformation révolutionnaire de la première dans la seconde. A cette période correspond aussi une période politique de transition, dont l'Etat ne peut pas être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat.* »⁵

Cette dictature signifie un Etat de transition au socialisme, où le prolétariat, à la tête de l'immense majorité de la population, soumet la classe exploitante, qui est une minorité infime, et réprime sa résistance à abandonner ses privilèges, en même temps qu'elle implante un régime de démocratie jamais vu précédemment pour l'immense majorité du peuple. Conquérir le pouvoir pour instaurer la dictature du prolétariat dans un pays, développer la révolution internationale, mettre en échec l'impérialisme et l'étendre à toute la planète, voilà la première tâche historique du prolétariat dans la révolution socialiste.

Il est évident que l'impérialisme, à travers tout son appareil idéologique de propagande, fait tous les efforts possibles pour discréditer et dénaturer le concept et l'objectif de la dictature du prolétariat. Ces pressions ont encore pris de l'ampleur, spécialement, après la chute des régimes staliniens de l'Est européen, pour essayer de confondre les dictatures bureaucratiques du stalinisme, base pour les privilèges d'une caste, avec l'Etat ouvrier révolutionnaire.

L'abandon, de la part de la LCR et du SU, de la dictature du prolétariat, n'est rien d'autre qu'une capitulation aux pressions de l'impérialisme, une adaptation aux préjugés de la démocratie bourgeoise et, comme dirait Lénine, un abandon du marxisme lui-même.

Un exemple parmi ceux qui défendent les principes du marxisme

De nos jours, nous ne sommes pas les seuls à dénoncer ce processus de dégénérescence de courants trotskystes. Des organisations qui ont fait partie du SU partagent les mêmes critiques et caractérisent de la même manière l'évolution de ce courant. Dans son document *La IV^{ème} Internationale en danger de mort*, l'organisation grecque OKDE-EP (qui provient du SU) donne une vision avec laquelle nous sommes essentiellement d'accord :

« Cela fait déjà plusieurs années que la IV^{ème} Internationale est dans une crise profonde qui s'aggrave et devient chaque fois plus profonde. Le 15^{ème} Congrès Mondial (février 2003), pendant lequel a eu lieu le changement de statuts, a été décisif et a déterminé dans une grande mesure la crise de la IV^{ème} Internationale et son cours vers la désintégration. Il convient aujourd'hui de se demander si elle existe encore comme une institution (un corps), sans parler d'une organisation révolutionnaire telle que l'ont voulu ses fondateurs et aussi les dizaines de milliers de militants révolutionnaires qui, dans des circonstances très difficiles, ont combattu pour sa construction, un travail qu'ils ont considéré - de bon droit - comme équivalent à l'émancipation du prolétariat et la victoire de la révolution socialiste.

Depuis plusieurs années, peut-être depuis la moitié des années 80 et particulièrement depuis 1989-90, il y a un abandon constant et progressif de tous les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire et des réalisations historiques et programmatiques de la IV^{ème} Internationale. Les changements dans les statuts de la IV^{ème} Internationale sont le résultat de cette trahison politique et idéologique et transforment le Parti Mondial de la Révolution Socialiste dans une organisation "pluraliste" qui combat pour le socialisme.

Cette mutation en cours dans la IV^{ème} Internationale est en contradiction totale avec les principes et les tâches du marxisme révolutionnaire, la crise profonde du système mondial capitaliste, la montée des luttes de classes et les changements qui ont lieu à l'intérieur du mouvement ouvrier, et aussi avec la tâche de renverser le système capitaliste et de préparer la révolution socialiste. »

Les camarades de OKDE-EP arrivent à des conclusions très semblables aux nôtres concernant la participation de sections du SU dans des gouvernements bourgeois. Dans ce même document, ils stigmatisent la dégénérescence des sections du SU qui ont participé dans des gouvernements bourgeois comme une trahison honteuse :

« L'abolition des principes du marxisme révolutionnaire et des conquêtes programmatiques, stratégiques et tactiques de la IV^{ème} Internationale, tout comme la mise en oeuvre de politiques de front populaire, tant dans le contenu comme dans la forme, tout cela a conduit à des phénomènes sans précédent dans notre mouvement, comme les cas inouïs de la section brésilienne, de l'italienne et même de la por-

tugaise (et ce ne sont pas les seules). La participation de la section brésilienne dans le gouvernement bourgeois de Lula et de la section italienne dans le gouvernement impérialiste de Prodi (il y a eu dernièrement une légère différenciation dans l'attitude de cette dernière) - **c'est-à-dire participer dans des gouvernements qui votent des mesures réactionnaires contre les travailleurs, contre les pauvres, contre les masses populaires, la jeunesse et le prolétariat mondial** - tout comme la participation de la section portugaise dans la formation réformiste de droite du Parti de la Gauche Européenne - après sa sortie de la Gauche Européenne Anticapitaliste et de sa désintégration dans le Bloc de gauche - **constitue une trahison totale et une honte pour notre mouvement.** »

Finalement, ils le voient comme un processus d'ensemble avec plusieurs manifestations politiques, programmatiques et théoriques.

« La majorité de la direction de la IV^{ème} Internationale [...] a opté pour abandonner les principes du marxisme révolutionnaire et détruire les réalisations programmatiques de notre mouvement. **Elle a abandonné la dictature du prolétariat / la Démocratie Socialiste au nom de la "Démocratie".** Elle a abandonné les positions du marxisme révolutionnaire d'appui critique aux mouvements et aux pays arriérés contre l'impérialisme et elle a assumé une "position neutre" ou, pire encore, elle s'est déclarée en faveur des interventions impérialistes ou de l'Organisation des Nations Unies (Timor Oriental, la Yougoslavie, etc.). Elle a abandonné le Centralisme Démocratique au nom d'un soi-disant fonctionnement "démocratique" pluraliste, qui, en réalité, n'est autre chose que le triomphe de l'individualisme, des fractions, des cliques et de la dictature de directions qui ne sont pas soumises au contrôle, qu'elles soient bureaucratiques ou non. Elle a assumé des critiques à la Révolution d'octobre qui ne se différencient en rien de celles des social-démocrates, parmi d'autres. »

Cette confrontation globale au trotskysme réformiste n'est qu'un des exemples qui montrent l'existence d'un secteur d'organisations trotskystes principielles et/ou d'organisations révolutionnaires de traditions théoriques différentes, qui résistent à ce « déluge opportuniste ».

Toutefois, il manque encore une conclusion. La grande tâche des organisations principielles est la reconstruction de la IV^{ème} Internationale pour doter le prolétariat mondial d'une direction révolutionnaire. Et il

ne sera possible de la reconstruire qu'en prenant distance de ce trotskysme opportuniste qui a dégénéré irrémédiablement, et en y faisant face en même temps.

Dans ce début du 21^{ème} siècle, quand nous commémorons les 70 ans de la fondation de la IV^{ème} Internationale, toutes les organisations qui revendiquent les principes du marxisme révolutionnaire sont appelées à assumer la responsabilité pour la construction de cette Internationale révolutionnaire, qui pour nous est la IV^{ème} Internationale.

- 1 Toutes les citations de Trotsky sont du livre *Où va la France*.
Dans toutes les citations, les **soulignés** ne sont pas nécessairement de l'auteur original.
- 2 International Socialist Review, 1964, New York, p. 79, cité par Robert J. Alexander dans *Trotskyism in Ceylon/ Sri Lanka: Split and Decline of Ceylon/Sri Lanka Trotskyism*, Duke University Press, 1991
- 3 Ibidem, p. 114
- 4 V. Lénine, *La révolution prolétaire et le renégat Kautsky*, 31.07.1918 (Oeuvres, vol. 28)
- 5 K. Marx, *Critique du Programme de Gotha* (cité par Lénine, op. cit.)

Table des matières

Kosovo : Indépendance ou colonisation ?	4
Un peu d'histoire	4
Le nouveau démembrement	6
La guerre de la Serbie	8
La guerre de l'OTAN.....	9
La trahison de Rambouillet	10
La colonisation.....	12
L'« indépendance »	14
Le peuple kosovar et ses trois drapeaux	16
La lutte continue	17
Les critères de Trotsky pour construire la IV^{ème} Internationale.....	20
Retourner à Trotsky	20
Contre l'autoproclamation	21
Trotsky et le centrisme	23
La question du programme.....	25
L'actualisation programmatique	26
Comment mener les discussions avec d'autres organisations ?	27
Portes fermées pour les sectes	28
Pour une nouvelle Internationale	32
L'effondrement de deux Internationales	32
La position politique des bolcheviks-léninistes	34
La lutte contre le réformisme	35
Les quatre premiers congrès de l'I.C.....	36
Les leçons stratégiques des dix dernières années.....	36
L'Union soviétique.....	38
Le régime du parti.....	39
La Déclaration des Quatre, sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale.....	43
Les bases de fondation de la Quatrième Internationale ont été confirmées par l'histoire.....	49
Le projet stratégique de la LIT-QI est de reconstruire la IV^{ème} Internationale.....	53
La signification actuelle de la reconstruction de la IV ^{ème} Internationale	54
Pourquoi la IV ^{ème} Internationale ? Pourquoi la reconstruire ?.....	55
Avec quel programme regrouper les révolutionnaires aujourd'hui ?	58
Quelques lignes de démarcation	59
Le régime du parti.....	61
Le caractère ouvrier de nos partis.....	63
La méthode pour reconstruire la IV ^{ème} Internationale	66
Le besoin d'accords solides	67
Avec qui reconstruire la IV ^{ème} Internationale ?.....	68
Les organisations sectaires	69

La nécessité de relations loyales et fraternelles.....	70
La LIT-QI se met à la disposition des révolutionnaires comme un outil pour reconstruire la IV ^{ème} Internationale	71
Démocratie et centralisme dans la reconstruction de la IV ^{ème} Internationale.....	73
Nous appelons les organisations révolutionnaires du monde entier à envisager ensemble la reconstruction de la IV ^{ème} Internationale.....	75
Le « trotskysme réformiste » franchit la frontière de classes.....	77
Le SU et la stratégie : Front populaire ou Gouvernement des travailleurs ?.....	79
Illusionnisme opportuniste	81
La position de Trotsky sur le front populaire.....	83
Un « trotskysme » qui n'est déjà plus trotskyste	85
L'abandon de la dictature du prolétariat.....	87
Un exemple parmi ceux qui défendent les principes du marxisme.....	89